



VENDREDI 1 MAI 2020

« L'EFFONDREMENT? Nous y sommes. »

\$ ÉCONOMIE \$

- ▶ Les huit niveaux d'escroquerie (Bill Bonner) p.1
- ▶ La pandémie approfondit les nombreux clivages de l'Amérique (Charles Hugh Smith) p.2
- ▶ Les chiffres économiques à venir "vont être les pires de l'après-guerre". (M. Snyder) p.4
- ▶ La vie sous un confinement draconien : Je peux à peine voir la lumière au bout de ce long et sombre tunnel p.7
- ▶ La réglementation gouvernementale contre les "monopoles" ne fait qu'abaisser notre niveau de vie p.10
- ▶ Un avis autorisé sur le pétrole: le pétrole est redevenu un objet de convoitise (Bruno Bertez) p.13
- ▶ Le plan de déconfinement jugé négativement ; Les Français exigent systématiquement toujours plus de restrictions de leurs libertés». (Bruno Bertez) p.14
- ▶ Éditorial, je décrète la fin du cycle long des taux. Comme si vous étiez dans la tête de Powell... qui lui, ne le sait pas encore ! (Bruno Bertez) p.15
- ▶ Powell : l'économie aura besoin de plus de soutien de la Fed, il ne faut pas se préoccuper de la dette p.17
- ▶ Face à une monnaie de plus en plus étatisée, défendons notre liberté (Philippe Herlin) p.20
- ▶ « L'ultime solution? » (Charles Sannat) p.21
- ▶ L'heure de leur vérité s'approche (François Leclerc) p.27
- ▶ Les économistes existent pour que les astrologues aient l'air sérieux. (Charles Gave) p.29
- ▶ Changeons de sujet, et parlons de l'Arabie Saoudite. (Charles Gave) p.32
- ▶ FED : le grand Reset a commencé ! (Philippe Béchade) p.36
- ▶ Entre le PIB américain catastrophique et la nouvelle de Gilead (infox ?), ce marché est un traquenard (Philippe Béchade) p.39
- ▶ Cap vers l'explosion du bilan des banques centrales (Bruno Bertez) p.40

$\langle \rangle \langle \rangle \langle \rangle \langle \rangle (0) \langle \rangle \langle \rangle \langle \rangle \langle \rangle$

Les huit niveaux d'escroquerie

rédigé par Bill Bonner 30 avril 2020

Le gouvernement US a engagé près d'un tiers de son PIB dans la « guerre » contre le coronavirus. Cela ne servira à rien – pire même, cela aggrave les choses.



« Le dernier départ » – c’est ainsi que l’e-mail le décrivait.

L’ambassade américaine de Buenos Aires nous a informé lundi de l’organisation d’un vol vers Miami. Il était censé partir mardi.

Pourquoi « le dernier départ », nous sommes-nous demandé. Puis nous avons eu la nouvelle.

Reuters :

« L’Argentine a interdit jusqu’en septembre les ventes de billets sur les vols commerciaux, selon un décret publié lundi – une nouvelle mesure qui, selon le gouvernement, fait partie de la lutte contre le coronavirus. »

Les frontières du pays sont fermées depuis mars, mais ce nouveau décret va plus loin en empêchant, jusqu’au 1er septembre, la vente et l’achat de vols commerciaux à destination ou au départ de l’Argentine, mais aussi au sein du pays. »

Nous avions prévu de ne rester que quelques semaines ; il semble désormais que nous serons peut-être au ranch jusqu’en septembre.

« Heureusement qu’on se plaît ici », a dit Elizabeth, voyant le bon côté des choses.

« [Je ne me plains pas non plus](#) », avons-nous répondu. « Mais il serait plus agréable d’avoir une porte ouverte. »

Le gouvernement argentin a ouvert une porte différente – enfin, « entrouvert » serait plus juste. La plupart des gens ont désormais le droit de sortir, mais une heure par jour seulement. Et ils ne sont pas censés s’éloigner de plus de 500m de leur domicile.

Ici à la ferme, nous pouvons au moins sortir autant que nous le voulons... et aller aussi loin que nous le voulons, à cheval ou à pied.

« Quitte à être coincés ici quatre mois de plus », a continué Elizabeth – toujours partante pour s’améliorer –, « nous devrions prévoir d’utiliser profitablement notre temps ».

« Comment ça ? »

« Oh, je ne sais pas... apprendre le piano... découvrir les bases de l’élevage bovin ? »

Fraudes et arnaques

Pendant ce temps, aux Etats-Unis, l’arnaque continue :

« Lundi, les banques américaines se préparaient à une nouvelle ruée chaotique vers les 310 Mds\$ de nouvelles aides aux petites entreprises allouées par le gouvernement, après le changement à la dernière minute de certaines des règles de ce programme, fonctionnant sur le principe du ‘premier arrivé, premier servi’. »

L’Administration des petites entreprises devait rouvrir son programme de protection des salaires à 10h30 du matin, permettant aux prêteurs de recommencer à traiter les demandes d’entreprises atteintes par le confinement dû au coronavirus. »

L’ampleur de l’escroquerie est à couper le souffle.

Les autorités ont déjà engagé près d'un tiers du PIB US pour « lutter contre le virus ». Même ainsi, Donald Trump, Joe Biden et Alexandria Ocasio-Cortez proposent tous de dépenser des milliards supplémentaires.

Selon la canaille Steve Mnuchin : « Nous devons dépenser ce qu'il faudra pour gagner la guerre. »

C'est une escroquerie à plusieurs niveaux.

Premièrement, c'est une fausse « guerre ». Il s'agit d'une crise de santé publique, non d'une guerre. Lui donner ce nom n'est qu'un moyen de faire en sorte que les gens saluent les dirigeants qu'ils devraient mépriser.

Deuxièmement, les autorités ne luttent pas contre le virus. Les médecins, les infirmières et les hôpitaux luttent contre le virus. Les autorités ont transformé un désastre naturel en désastre économique provoqué de la main de l'homme.

Troisièmement, les dirigeants tentent maintenant désespérément de sauver un système financier en faillite... et profitent de la crise pour renflouer leurs compères, [récompenser leurs donateurs](#), étendre le *Deep State* et augmenter leur propre pouvoir.

Quatrièmement, les autorités n'ont pas d'argent de côté à donner sous forme d'« aide » ou de « relance ». Chaque sou provient des gens qu'elles prétendent aider.

Cinquièmement, l'argent qu'elles distribuent est faux. Sous sa forme la plus tangible, ce n'est rien de plus que du papier imprimé à l'encre verte. Il ne représente pas de biens, de services, de bénéfices, de richesse ou d'épargne.

Sixièmement, comme un faux ticket de vestiaire, ce genre de fausse monnaie permet seulement aux gens qui le reçoivent – les compères, les escrocs, les initiés – de prendre le manteau d'un autre.

Septièmement, fournir de la fausse monnaie à une économie ne la pousse pas à produire plus de biens et de services. A la place, cela fausse le système entier... trompe les investisseurs et les consommateurs... et réduit la production réelle.

Huitièmement, l'effet le plus répandu et le plus destructeur de cette escroquerie est l'inflation. D'abord, les prix des actifs enflent. Ensuite, les prix à la consommation grimpent eux aussi, pour finir par effacer l'intégralité des dépenses de relance – et plus encore.

Des nouvelles de M. le Marché Baissier

Il est impossible de savoir exactement [comment ces multiples fraudes finiront](#).

Mais on ne peut pas créer de richesse réelle avec de la fausse monnaie. Le copinage détruit la richesse, il ne la crée pas.

Nous allons donc probablement avoir des nouvelles de M. le Marché Baissier. Les cours vont sans doute retomber, à mesure que les coûts du confinement se font connaître.

La mauvaise nouvelle, c'est que cela encouragera les autorités à commettre des folies encore plus grandes. Plus d'impression monétaire, en d'autres termes.

Les prix des actions pourraient connaître une hausse notable... mais à un moment ou à un autre, nous devrions voir les prix à la consommation grimper aussi – pour finir par dépasser la hausse des prix des actifs.

Les actions pourraient grimper en flèche, comme elles l'ont fait au Zimbabwe et au Venezuela.

Mais en termes d'argent réel (c'est-à-dire en termes d'or), les prix des actions vont sûrement chuter – tout comme le dollar... l'économie... et l'empire américain.

* * * * *



Mory Doré: « Choc pétrolier: aussi dangereux à la baisse... qu'à la hausse »

Publié le 30 avril 2020 à 11:00:13 / 0 commentaire /

Le choc pétrolier actuel n'est pas le premier – ni le dernier : retour sur quelques cas passés et ce qu'ils peuvent nous enseigner. Depuis 10 ans, la variabilité des... Lire la suite



« Maintenir la vente de monnaie nationale à sa juste valeur »... En imprimant constamment ?.. Mais quelle plaisanterie !

Publié le 30 avril 2020 à 10:00:32 / 0 commentaire /

La Riksbank suédoise a été fondée en 1668 sur les ruines de Stockholm Banco. Dès le début, la loi suédoise stipulait que la Riksbank devait « maintenir la

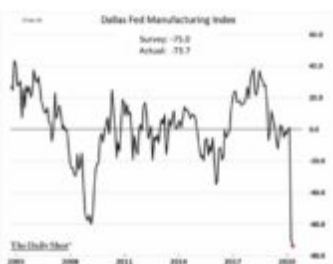
monnaie... Lire la suite



Crise du coronavirus: peut-on effacer les dettes des Etats ?

Publié le 30 avril 2020 à 07:00:03 / 7 commentaires /

Les dettes des pays occidentaux se comptent en centaines de milliards d'euros. Et la question de leur annulation se pose. Le décryptage de Fanny Guinocet... Lire la suite



Vertigineux ! L'indice manufacturier Régional de la Fed de Dallas s'est effondré à -73,7 pour le mois d'Avril 2020 !!

Publié le 29 avril 2020 à 23:10:21 / 0 commentaire /

Vertigineux ! L'indice manufacturier Régional de la Fed de Dallas s'est effondré à -73,7 pour le mois d'Avril 2020 Etes-vous prêt pour la Grande... Lire la suite

Journal de Montréal

Restaurateurs frappés par la pandémie: «il va y avoir beaucoup de faillites et des suicides».



Canada: Restaurateurs frappés par la pandémie: «il va y avoir beaucoup de faillites et des suicides».

Publié le 29 avril 2020 à 22:00:05 / 0 commentaire /

Des semaines de fermeture, des comptes à payer, aucun sinon très peu de revenus et beaucoup de stress. Les restaurateurs du Québec sont frappés de plein fouet par la... Lire la suite

La pandémie approfondit les nombreux clivages de l'Amérique

Charles Hugh Smith Mercredi 29 avril 2020

Rising discord can be quantified in a Political Stress Index. Do we find evidence of Turchin's disintegrative forces in the present era?

1. Stagnating real wages due to oversupply of labor: check.
2. Overproduction of parasitic Elites: check.
3. Deterioration in central state finances: check.

Nous avons donc atteint un état de désunion précaire dans lequel la seule chose sur laquelle les élites en guerre peuvent s'entendre est que la Réserve fédérale doit sauver leur richesse privée, quels qu'en soient le coût et les conséquences.

Les divisions de l'Amérique se multiplient et s'approfondissent de jour en jour. Les principaux clivages politiques et économiques sont antérieurs à la pandémie, mais celle-ci agit comme un catalyseur, créant de nouveaux clivages et exacerbant ceux qui existent déjà.

Commençons par la politisation et la polarisation subséquente de la réouverture de l'économie. Dans une société raisonnablement saine et cohérente, cette question ferait l'objet de débats de bon sens sur les risques, les compromis, les politiques, les réponses aux nouvelles données, etc.

Mais la société américaine n'est ni saine d'esprit ni cohérente, aussi ce qui devrait être un débat non partisan a été immédiatement politisé, à l'extrême absurde que les "progressistes" doivent favoriser le maintien d'un verrouillage strict de peur d'être accusés d'être "conservateurs".

L'érosion du juste milieu et la disparition des débats politiques dépolitisés sont un signe clair qu'une société est condamnée à la désintégration non seulement de l'ordre social, mais aussi des ordres politique et économique.

L'auteur Peter Turchin a décrit l'étape de désintégration dans son livre *Ages of Discord*, dans lequel il a modélisé un indice de stress politique comprenant une partie de ces trois dynamiques :

1. Stagnation des salaires réels due à l'offre excédentaire de main-d'œuvre.
2. Surproduction d'élites parasites.
3. la détérioration des finances de l'État central.

La pandémie a catalysé la surproduction de main-d'œuvre et la détérioration des finances de l'État central, et a mis en lumière la vaste surproduction américaine d'élites parasites, dont la plupart se nourrissent de divers cartels et monopoles ou du système financier, qui a été sauvé une fois de plus de la gravité par le plus important protecteur des super-riches, la Réserve fédérale.

La pandémie a créé de nouveaux clivages qui mettent en évidence les inégalités extrêmes existantes. Les Américains en mauvaise santé et dont les emplois ne peuvent être exercés à domicile sont plus exposés que les Américains en bonne santé qui peuvent travailler chez eux.

Les Américains dont le salaire régulier était considérablement inférieur à celui du chômage plus la prime fédérale n'ont aucune motivation financière pour retourner au travail, tandis que les élites parasites surpayées reçoivent un salaire même si elles ne travaillent pas ou peu.

Les 10 % les plus riches, qui possèdent 90 % de tous les actifs, poussent un soupir de soulagement en apprenant que la Réserve fédérale a imprimé quelques billions de dollars pour sauver le marché boursier d'un effondrement bien mérité, tandis que les 80 % les plus pauvres, qui possèdent une infime partie de la richesse américaine, ne sont pas directement touchés par l'effondrement ou la reprise du marché.

Les 10 % les plus riches disposent de réserves financières pour aplanir toute perturbation due à la pandémie et aux mesures prises par les pouvoirs publics, tandis que la majorité des 80 % les plus pauvres n'ont que peu ou pas de réserves ou de ressources à exploiter.

Dans le même temps, l'éclatement des élites défaillantes de l'Amérique a été amplifié par la pandémie. La déchéance morale des élites est aussi visible que leur avidité insatiable. Les deux sont bien sûr intimement liés : une fois que la morale des élites dirigeantes se dégrade, ce qui est à moi est à moi et ce qui est à vous est à moi aussi.

J'ai déjà abordé deux autres caractéristiques clés d'un empire en phase terminale de déclin : la complaisance et la sclérose intellectuelle, ce que j'ai appelé un manque d'imagination. Nous pouvons constater à la fois une complaisance et une sclérose intellectuelle dans la réponse des élites à la pandémie.

Michael Grant a décrit ces causes de déclin dans son excellent récit *The Fall of the Roman Empire*, un petit livre que je recommande depuis 2009 :

Il n'y avait pas du tout de place, dans ces façons de penser, pour la situation nouvelle et apocalyptique qui se présentait maintenant, une situation qui nécessitait des solutions aussi radicales qu'elle. (Le statu quo) est une attitude d'acceptation complaisante des choses telles qu'elles sont, sans une seule idée nouvelle.

Cette acceptation s'est accompagnée d'un optimisme beaucoup trop grand quant au présent et à l'avenir. Même lorsque la fin n'était plus qu'à soixante ans et que l'Empire s'effondrait déjà rapidement, Rutilius continuait à s'adresser à l'esprit de Rome avec la même assurance suprême.

Cette adhésion aveugle aux idées du passé compte parmi les principales causes de la chute de Rome. Si l'on se laissait suffisamment bercer par ces fictions traditionnelles, il n'était pas du tout nécessaire de prendre des mesures pratiques de premiers secours.

Nous avons donc atteint un état de désunion précaire dans lequel la seule chose sur laquelle les élites en guerre peuvent s'entendre est que la Réserve fédérale doit sauver leur richesse privée, quels qu'en soient le coût et les conséquences. L'Amérique est condamnée, non pas parce que ses citoyens sont incapables de s'adapter, mais parce que les élites en guerre sont incapables de renoncer à leurs richesses, leur pouvoir ou leur contrôle, ou de laisser quoi que ce soit menacer leurs précieux cartels et monopoles, à commencer bien sûr par le principal monopole de contrôle, la Réserve fédérale.

Les chiffres économiques à venir "vont être les pires de l'après-guerre".

par Michael Snyder le 29 avril 2020



Nous venons d'assister à la plus forte baisse trimestrielle du PIB depuis la dernière crise financière, et les experts avertissent que le chiffre pour le deuxième trimestre sera bien, bien pire. En fait, comme vous le verrez plus loin, un expert nous dit de nous préparer aux pires chiffres économiques "de l'après-guerre". Sur une base annualisée, le PIB américain a chuté de 4,8 % au cours du premier trimestre, ce qui est un peu plus grave que ce que prévoyaient la plupart des économistes. Et les économistes ont également été surpris de constater que les dépenses de consommation ont diminué de 7,6 % et les investissements des entreprises de 8,6 % en janvier, février et mars. Dans des circonstances normales, ces chiffres seraient absolument horribles, mais ce ne sont pas des circonstances normales. Oui, les mois de janvier et février ont été relativement normaux, mais les arrêts de production de coronavirus ont commencé en mars et c'est pourquoi ces chiffres sont si lamentables.

Malheureusement, il semble que les chiffres économiques pour le deuxième trimestre vont être beaucoup plus déprimants. Un économiste interrogé par le New York Times estime qu'ils seront en fait les pires que notre nation ait connus depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale...

"Ils vont être les pires de notre vie", a déclaré Dan North, économiste en chef de la compagnie d'assurance-crédit Euler Hermes North America, à propos des chiffres du deuxième trimestre. "Ils vont être les pires de l'après-guerre."

Et à ce stade, même l'administration Trump admet publiquement que les chiffres économiques vont commencer à devenir vraiment, vraiment mauvais. Lundi, Kevin Hassett a même déclaré à CNBC que le PIB américain pourrait chuter de 30 % en rythme annuel au cours du deuxième trimestre...

Lundi matin, le conseiller économique de la Maison Blanche, Kevin Hassett, a averti que le deuxième trimestre pourrait refléter une baisse de 20 à 30 % - ce qui n'avait pas été vu depuis la Grande Dépression des années 1930.

Il s'agit d'une baisse de 20 à 30 % pour le deuxième trimestre. C'est un choc très grave et c'est quelque chose que nous devons prendre au sérieux", a-t-il déclaré à CNBC.

Mais nous n'avons pas à attendre trois mois pour obtenir des chiffres vraiment horribles.

Mercredi, nous avons appris que les ventes de maisons aux États-Unis en mars avaient baissé de deux chiffres dans toutes les régions du pays...

Les contrats signés pour l'achat de maisons existantes, appelés ventes de maisons en suspens, ont diminué de 20,8 % par rapport à février et ont baissé de 16,3 % par an, selon l'Association nationale des agents immobiliers.

Au niveau régional, les ventes en suspens ont chuté de 14,5 % dans le Nord-Est pour le mois et ont été de 11 % inférieures à celles de l'année précédente. Dans le Midwest, les ventes ont diminué de 22 % par mois et de 12,4 % par an. Dans le Sud, les ventes ont chuté de 19,5 % pour la semaine et de 17,8 % par an, et dans l'Ouest, elles ont baissé de 26,8 % par semaine et de 21,5 % par rapport à l'année précédente.

Certains États tentent de "rouvrir" progressivement leur économie, et c'est une bonne nouvelle.

Mais la mauvaise nouvelle, c'est que les fonctionnaires nous disent que toutes les restrictions dans les grands États comme la Californie et New York ne seront pas levées avant plusieurs mois, ce qui va fortement déprimer l'activité économique dans un avenir prévisible.

Avec une activité économique aussi faible, les entreprises de toute l'Amérique licencient des travailleurs à un rythme effarant. Plus de 26 millions d'Américains ont perdu leur emploi jusqu'à présent, et les licenciements se poursuivent. Par exemple, nous venons d'apprendre qu'Uber prévoit de licencier des milliers d'employés...

Les dirigeants d'Uber discutent de plans visant à réduire d'environ 20 % les effectifs de l'entreprise, qui doit faire face à une forte baisse de ses activités de covoiturage en raison de la pandémie de coronavirus, rapporte The Information.

Des licenciements de cette ampleur, qui n'ont pas encore été finalisés mais qui pourraient être annoncés par étapes dans les semaines à venir, pourraient entraîner la perte de plus de 5 400 des 27 000 employés d'Uber.

Bien sûr, les États-Unis ne sont pas les seuls à être confrontés à une crise du chômage sans précédent.

Selon l'Organisation internationale du travail, près de la moitié des travailleurs dans le monde "sont en danger immédiat de perdre leurs moyens de subsistance"...

Quelque 1,6 milliard de travailleurs de l'économie informelle, représentant près de la moitié de la population active mondiale, sont en danger immédiat de perdre leurs moyens de subsistance en raison de la pandémie de coronavirus, a déclaré mercredi l'Organisation internationale du travail (OIT).

Le dernier rapport de l'agence des Nations Unies a fortement revu à la hausse ses prévisions concernant l'impact dévastateur sur l'emploi et les revenus de la maladie COVID-19, qui a infecté plus de 3,1 millions de personnes dans le monde, tué près de 220 000 personnes et paralysé des économies.

C'est l'une des principales raisons pour lesquelles il faut mettre un terme aussi rapidement que possible aux mesures de verrouillage dans le monde entier. Si les gens ne sont pas autorisés à gagner leur vie, ils n'auront rien pour nourrir leur famille.

Même aux États-Unis, nous avons déjà assisté à une explosion des besoins qui est absolument choquante. Partout dans le pays, les gens font la queue sur des kilomètres pour obtenir la nourriture que les banques alimentaires locales sont en mesure de leur donner, et nous avons vu d'autres exemples de ce phénomène croissant mardi...

Une foule de voitures faisait la queue pour le don de nourriture au drive-in à Pico Rivera, en Californie, alors que des volontaires portant des masques, des gants et des vestes haute visibilité aidaient à distribuer les provisions.

À Prospect, des véhicules ont été vus en train de serpenter dans le parc des expositions de Big Butler. Cette manifestation intervient alors que des millions de personnes à travers l'Amérique perdent leur emploi en raison de la pandémie de coronavirus et que les ménages sont plongés dans la tourmente.

Si les choses vont déjà si mal, à quoi va ressembler cette nation alors que nous nous enfonçons encore plus dans "la tempête parfaite" ?

Ces derniers jours, j'ai beaucoup écrit sur la prochaine "pénurie de viande" dont les grands médias nous ont mis en garde, et maintenant on nous dit qu'une grave pénurie de poulet désossé est déjà à l'horizon...

Au revoir, poulet désossé.

Les détaillants alimentaires d'Amérique du Nord échangent les cuisses de poulet désossées contre des cuisses et pilons moins populaires, car une vague de fermetures d'usines de conditionnement de la viande a réduit l'offre de coupes recherchées.

Comme je l'ai dit hier, le président Trump a décidé de faire rouvrir les usines de transformation de la viande qui ont été fermées à cause de COVID-19, et beaucoup espèrent que cette décision mettra rapidement fin à la pénurie.

Mais mercredi, les grands médias ont été remplis d'histoires sur la façon dont les travailleurs de la transformation de la viande pourraient décider de défier le président Trump et refuser de retourner au travail...

Les travailleurs des usines de transformation de la viande sont préoccupés par le décret du président Donald Trump qui oblige les usines à rester ouvertes pendant la pandémie de coronavirus. Les employés des usines de viande comptent parmi les travailleurs les plus vulnérables d'Amérique, et certains disent qu'ils s'attendent à ce que le personnel refuse de venir travailler.

"Tout ce que je sais, c'est que c'est fou pour moi, parce que je ne vois pas tous ces gens retourner au travail", a déclaré Donald, qui travaille dans l'usine de Tyson à Waterloo, dans l'Iowa. "Je ne pense pas que les gens vont y retourner."

Si la peur de COVID-19 empêche un pourcentage important de travailleurs de retrouver leur emploi, cela pourrait aggraver les pénuries de viande qui se dessinent dans les semaines à venir.

Bien sûr, la peur du coronavirus paralyse actuellement de nombreux secteurs de notre économie, et cela ne va pas s'arrêter de sitôt.

Nous devons donc nous attendre à des chiffres économiques vraiment sombres dans un avenir prévisible, et il semble extrêmement improbable qu'il y ait un quelconque redressement avant les élections de novembre.

La prochaine dépression économique américaine a commencé, et elle va être vraiment, vraiment douloureuse.

La vie sous un confinement draconien : Je peux à peine voir la lumière au bout de ce long et sombre tunnel

par Nick Corbishley - 29 avr. 2020

Le processus de réouverture de l'Espagne a été baptisé, de façon plutôt inquiétante, "Opération Nouvelle Normalité".

Par Nick Corbishley, pour WOLF STREET :

"Y a-t-il de la lumière au bout de ce long tunnel sombre ?" C'est une question que beaucoup de gens se posent en Espagne, dont le gouvernement a mis en place l'un des régimes de bouclage anti-Covid les plus draconiens du monde et commence maintenant à assouplir certaines des restrictions. Dimanche, pour la première fois en 43 jours, les enfants ont été autorisés à s'aventurer dehors, mais seulement pour une heure au maximum. Et seulement s'ils étaient accompagnés d'un adulte. Et de moins de 14 ans.

Ce n'était pas vraiment un retour à la normale, mais après six longues semaines d'enfermement à la maison, la plupart des enfants et leurs parents étaient heureux de répondre à l'invitation d'un peu d'air frais, de quelques rayons de soleil et de quelques espaces ouverts. Pour la première fois en un mois et demi, les rues et les places des villages, des villes et des cités de toute l'Espagne étaient animées par le bruit des gens.

Comme il s'agit de l'Espagne, tout le monde n'a pas obéi aux règles légèrement assouplies du gouvernement. Du point de vue de notre balcon, dans le quartier de l'Exiample Dreta à Barcelone, ma femme et moi pouvions voir de nombreux enfants élevés par leurs deux parents. Nous pouvions également apercevoir des groupes de familles ensemble ainsi que des couples sans enfants opportunistes qui espéraient se fondre dans la foule sans se faire remarquer. Certains s'en sont sortis. D'autres ont été arrêtés par la police et ont reçu un avertissement sévère ou une amende.

Depuis le début de la fermeture en Espagne, quelque 740 000 personnes - l'équivalent de 18 000 par jour - ont été condamnées à des amendes pour avoir enfreint les règles du gouvernement Covid-19, selon El País. C'est trois fois plus qu'en Italie et près de 200 fois plus qu'au Royaume-Uni pendant la même période. Le seul pays de l'UE à avoir infligé davantage d'amendes est la France, dont la police a infligé plus de 900 000 amendes en cinq semaines.

En France, les amendes administratives peuvent aller de 135 à 3 750 euros. En Espagne, elles peuvent aller jusqu'à 600 000 euros, un chiffre qui fait froid dans le dos, fixé par le précédent gouvernement Rajoy dans sa loi ouvertement autoritaire sur la sécurité des citoyens, communément appelée "loi Gag" en raison de ses attaques massives contre la liberté d'expression. Adoptée en 2015, cette loi visait principalement à réprimer la montée des protestations sociales et politiques. Les partis au pouvoir aujourd'hui, alors dans l'opposition, se sont engagés à annuler la loi. Ils ne l'ont pas fait. Au lieu de cela, ils ont maintenu un grand nombre des mesures les plus draconiennes et en font maintenant un usage libéral.

Si les parents et les enfants ne respectent pas les critères stricts des sorties, ces sorties seront retirées, averti le gouvernement. La surveillance et les contrôles seront renforcés si nécessaire.

Comme les pays du monde entier s'en rendent compte progressivement, il est beaucoup plus facile de se mettre en quarantaine que de s'en sortir. En Espagne, où le nombre de nouveaux cas se situe en moyenne autour de 1 000 par jour, le processus de réouverture du pays a été baptisé, de façon plutôt inquiétante, "Opération Nouvelle Normalité". Il a été divisé en quatre phases :

La phase zéro. Commençant le 2 mai, cette phase concerne principalement la préparation. Les petits prestataires de services pourront ouvrir, mais seulement s'ils proposent des rendez-vous, comme les coiffeurs, les dentistes, les fleuristes et les opticiens. Les citoyens pourront enfin sortir pour faire un peu d'exercice individuel ou pour une promenade solitaire. Mais pour autant que je sache, le gouvernement débat encore de la question de savoir quand il faut laisser les couples sortir ensemble, ce que nous n'avons pas pu faire depuis le début du verrouillage. Cela ne veut pas dire que les couples ne s'aventurent pas ensemble, mais qu'ils risquent d'être condamnés à une amende.

Première phase. Au cours de cette phase, qui doit débiter dans la plupart des provinces le 10 mai, les contacts sociaux seront autorisés entre les personnes d'une même ville qui ne sont pas considérées comme étant à risque de contracter le virus. Mais il n'y aura toujours pas de déplacements entre les provinces sans justification (comme le travail). Les cafés-terrasses pourront ouvrir, mais à 30 % de leur capacité habituelle. Cela signifie que les gens pourront prendre un verre avec des amis sur une terrasse. Les hôtels pourront également rouvrir, mais sans espaces communs à la disposition des clients, comme le buffet.

Deuxième phase. Avec l'arrivée de la phase deux, les citoyens pourront entrer à l'intérieur des bars et des restaurants, toujours avec une limite de 30 % de la capacité. Les cinémas, théâtres, auditoriums, monuments et centres d'exposition rouvriront également avec une limite de capacité similaire. Lors des manifestations en plein air, jusqu'à 400 personnes seront autorisées, à condition qu'elles soient assises.

Troisième phase. Cette phase, qui devrait se dérouler à la mi-juin, comprendra l'assouplissement des restrictions de mobilité, même si le port d'un masque est obligatoire à l'extérieur. Les visites aux maisons de retraite seront enfin autorisées, sous des conditions strictes. Les bars pourront s'ouvrir dans la limite de 50 % de leur capacité. Les déplacements entre les provinces seront autorisés, mais seulement s'ils sont tous deux en phase 3.

Les marqueurs de chaque changement de phase dépendront de :

1. La capacité stratégique du système de santé.
2. La situation épidémiologique dans chaque province, y compris le taux d'infection, les tests (qui sont encore largement limités aux personnes souffrant d'infections graves ou aux travailleurs essentiels) et d'autres indicateurs.
3. Le degré de conformité collective aux mesures de protection.
4. L'évaluation de la mobilité et des données socio-économiques.

Si tout se passe comme prévu, ce qui est loin d'être probable vu la complexité de la tâche et la volatilité de la situation, le pays retrouvera un semblant de normalité d'ici la fin juin, selon le gouvernement. L'économie espagnole étant confrontée à sa pire crise depuis la guerre civile (1936-39), selon le vice-président de la BCE et ancien ministre espagnol de l'économie, Luis de Guindos, le temps presse.

Au premier trimestre 2020, le taux de chômage en Espagne est passé d'un niveau déjà élevé de 13,8 % à 14,4 %. Ce chiffre n'inclut pas les 3,7 millions de travailleurs qui ont été licenciés par leurs employeurs et qui reçoivent ou attendent de recevoir des allocations gouvernementales représentant 70 % de leurs salaires normaux. Il n'inclut pas non plus le million de travailleurs indépendants qui ont soit complètement cessé leur activité, soit perdu plus de 75 % de leur salaire et qui reçoivent ou attendent de recevoir des prestations.

Il est impossible de savoir combien de ces personnes retourneront au travail une fois les restrictions levées, mais si l'on inclut ces deux groupes de chômeurs "temporaires" dans les statistiques, le taux de chômage en Espagne est en fait plus proche de 40 %.

Les statistiques ne tiennent pas compte non plus des centaines de milliers de travailleurs indépendants qui ont vu leurs revenus diminuer considérablement, parfois jusqu'à 60-70%, mais qui ne peuvent prétendre à une aide publique. Beaucoup de mes amis et contacts indépendants sont dans cette situation. Et puis il y a les milliers de personnes qui ont demandé une aide publique mais qui ne savent toujours pas si elles la recevront un jour. Parmi elles, ma femme a cessé de travailler le 14 mars, le jour où la bijouterie artisanale pour laquelle elle travaille a fermé ses portes en raison du verrouillage de la boutique.

Quelques jours plus tard, le propriétaire du magasin, un créateur de bijoux allemand, a demandé la mise à pied de ma femme et de son collègue portugais. La propriétaire a également essayé de s'inscrire au programme d'aide aux travailleurs indépendants du gouvernement et de contracter un prêt commercial d'urgence garanti par le gouvernement auprès de sa banque locale. Six semaines plus tard, elle n'a toujours pas reçu de réponse du gouvernement et attend toujours de savoir si elle remplit les conditions requises pour obtenir le prêt commercial. Ses deux travailleurs, dont ma femme, n'ont pas reçu un centime depuis le 15 mars.

"La dernière fois que je suis allée à la banque, le directeur m'a dit qu'il avait 200 demandes de prêts d'urgence signées sur son bureau", raconte la propriétaire. "Seules 30 avaient reçu le feu vert du gouvernement."

Même dans le meilleur des cas, où elle reçoit l'aide du gouvernement (maximum : 660 euros par mois, une infime partie de ce qu'elle gagnait) et le prêt bancaire, elle sait que les perspectives de son entreprise de 15 ans sont assez sombres. "Mon propriétaire m'a dit que je n'ai pas à payer le loyer du magasin pendant qu'il est fermé, mais que je devrai payer les arriérés une fois que le magasin rouvrira", dit-elle. "Je devrai également payer les impôts en souffrance. Pour avoir une chance de faire tout cela, je devrai m'endetter, ce que je n'ai jamais voulu ou prévu de faire".

Étant donné qu'environ 60 % des clients de l'entreprise étaient des touristes, en particulier des Américains dépensiers qui ont été enchantés par les bracelets, colliers et boucles d'oreilles scintillants qui ont été conçus et réalisés devant eux pendant leur visite (dont certains sont visibles à Instagram), il est peu probable que les affaires soient florissantes lorsque le magasin rouvrira. Même lorsque les touristes étrangers commenceront à revenir à Barcelone, plus tard cette année ou au début de l'année prochaine, ils ne seront pas aussi nombreux qu'auparavant.

La même chose se produit dans toute l'Espagne (et bien au-delà). Des entreprises qui étaient parfaitement saines et viables avant la crise, fournissant des emplois à un très grand nombre de personnes, vont maintenant devoir s'endetter massivement alors que leurs revenus sont sur le point de s'effondrer. C'est la recette d'un désastre économique. Beaucoup vont sombrer. C'est une raison parmi tant d'autres pour laquelle la lumière au bout de ce long et sombre tunnel est encore à peine visible. Par Nick Corbishley, pour WOLF STREET.

Le tourisme est "le premier secteur à être touché par la crise du virus et, contrairement à d'autres crises, probablement le dernier à s'en remettre". Et ces économies sont encore incroyablement fragiles, même huit ans après la dernière crise.

La réglementation gouvernementale contre les "monopoles" ne fait qu'abaisser notre niveau de vie

Selon un courant de pensée populaire, les monopoles sapent le fonctionnement efficace de l'économie de marché en pouvant influencer les prix et la quantité des produits. Par conséquent, cela nuit au bien-être des individus dans l'économie. Selon ce mode de pensée, l'inefficacité apparaît en raison de l'écart par rapport à l'état idéal du marché tel que décrit par le cadre de la "concurrence parfaite".

Le cadre de la "concurrence parfaite"

Dans le monde de la concurrence parfaite, un marché se caractérise par les caractéristiques suivantes :

- Il y a beaucoup d'acheteurs et de vendeurs sur le marché.
- Des produits homogènes sont échangés.
- Les acheteurs et les vendeurs sont parfaitement informés.
- Il n'y a pas d'obstacles ou de barrières à l'entrée sur le marché.

Dans le monde de la concurrence parfaite, les acheteurs et les vendeurs n'ont aucun contrôle sur le prix du produit. Ils sont des preneurs de prix.

L'hypothèse d'une information parfaite et donc d'une certitude absolue implique qu'il n'y a plus de place pour l'activité entrepreneuriale, car dans le monde de la certitude, il n'y a pas de risques et il n'y a donc pas besoin d'entrepreneurs.

Selon les partisans du modèle de concurrence parfaite, toute situation sur un marché qui s'écarte de ce modèle est considérée comme sous-optimale pour le bien-être des consommateurs.

Par exemple, si une entreprise particulière est considérée comme dominant le marché, elle est considérée comme une mauvaise nouvelle, et il est recommandé que le gouvernement intervienne.

Mais contrairement à cette façon de penser, la concurrence n'émerge pas en raison d'un grand nombre de participants, mais en raison d'une grande variété de produits.

La concurrence dans les produits, pas dans les entreprises

Plus la variété des produits est grande, plus la concurrence sera grande et plus le consommateur en tirera des avantages. Une fois qu'un entrepreneur présente un produit - le résultat de son effort intellectuel - il acquiert 100 % du marché nouvellement établi dans celui-ci. Cependant, si nous appliquons la logique de la concurrence parfaite, cette situation ne doit pas être autorisée, car elle portera atteinte au bien-être des consommateurs.

Si le modèle de la concurrence parfaite était strictement respecté, aucun nouveau produit n'apparaîtrait jamais.

Lorsqu'un entrepreneur réussit à introduire un produit et à réaliser un bénéfice, il attire la concurrence. Remarquez que ce qui donne naissance à la concurrence, c'est que les consommateurs ont approuvé le nouveau produit. Les producteurs d'anciens produits doivent proposer de nouvelles idées et de nouveaux produits pour attirer l'attention des consommateurs.

L'opinion populaire selon laquelle un producteur qui domine un marché pourrait exploiter sa position en augmentant le prix au-delà du niveau réellement concurrentiel est erronée : le but de toute entreprise est de faire

des bénéfices. Or, cet objectif ne peut être atteint sans offrir aux consommateurs un prix approprié. Il est dans l'intérêt de tout homme d'affaires de fixer un prix auquel la quantité produite peut être vendue avec un bénéfice.

En fixant ce prix, le producteur-entrepreneur devra tenir compte du montant que les consommateurs sont susceptibles de dépenser pour le produit. Il devra tenir compte des prix de divers produits concurrents. Il devra également tenir compte de ses coûts de production.

Toute tentative de la part du producteur dominant présumé de ne pas tenir compte de ces facteurs lui fera subir des pertes.

En outre, comment les fonctionnaires du gouvernement peuvent-ils établir si le prix d'un produit facturé par un producteur dominant est supérieur au niveau de prix dit concurrentiel ? Comment peuvent-ils savoir ce que le prix concurrentiel est censé être ? (Voir à ce sujet Murray Rothbard dans *Man, Economy, and State*, p. 661).

Si les responsables gouvernementaux tentent de faire appliquer un prix inférieur, cela pourrait anéantir l'incitation à produire le produit. Ainsi, plutôt que d'améliorer le bien-être des consommateurs, les politiques gouvernementales ne feraient qu'empirer les choses. (Sur ce point, aucune méthode mathématique, aussi sophistiquée soit-elle, ne pourrait nous dire quel est le niveau de prix concurrentiel).

Là encore, contrairement au modèle de concurrence parfaite, ce n'est pas le grand nombre d'acteurs sur un marché donné, mais plutôt une grande variété de produits compétitifs qui donne naissance à un environnement plus concurrentiel. Or, les politiques gouvernementales menées dans l'esprit du modèle de concurrence parfaite détruisent la différenciation des produits et donc la concurrence.

Les produits sont hétérogènes

Il n'est pas tenable que divers fournisseurs offrent un produit homogène. Si c'était le cas, un acheteur ne préférerait pas un vendeur à un autre. L'application de l'homogénéité des produits afin d'imiter le modèle de concurrence parfaite conduirait tout simplement à l'absence totale de concurrence.

La différenciation des produits est l'essence même de la concurrence sur le marché libre. Cela signifie que chaque fournisseur d'un produit a un contrôle à 100 % sur celui-ci. En d'autres termes, il est un monopoleur.

La différenciation des produits tient au fait que chaque entrepreneur a des idées et des talents différents. Cette différence d'idées et de talents se manifeste dans la façon dont le produit est fabriqué, la façon dont il est conditionné, le lieu où il est vendu, la façon dont il est proposé au client, etc.

Par exemple, un hamburger vendu dans un beau restaurant est un produit différent d'un hamburger vendu dans un restaurant à emporter. Le propriétaire d'un restaurant doit-il être freiné s'il commence à dominer la vente de hamburgers ? Doit-il être contraint de transformer son restaurant en lieu de vente à emporter afin de se conformer au modèle de concurrence parfaite ? Tout ce que montrent ses ventes, c'est que les consommateurs préfèrent manger au restaurant plutôt que d'acheter à emporter. Quel est le problème ?

Supposons maintenant que les consommateurs aient complètement abandonné les plats à emporter et achètent des hamburgers uniquement dans les restaurants, cela signifie-t-il que le gouvernement doit intervenir ?

La question d'un monopole néfaste n'a aucune pertinence dans l'environnement du marché libre. Un monopole nuisible est susceptible d'apparaître lorsque le gouvernement, au moyen de licences et d'autres réglementations,

restreint la variété des produits sur un marché particulier en limitant le nombre d'entreprises qui y sont présentes.

En imposant des restrictions sur le nombre d'entreprises, et donc en limitant la variété des biens et services offerts aux consommateurs, le gouvernement restreint les choix des consommateurs et diminue leur bien-être.

Résumé et conclusion

L'idée que le gouvernement réglemente les soi-disant monopoles afin de promouvoir la concurrence et de défendre le bien-être des gens est une erreur. En fait, une telle intervention ne fait qu'étouffer la concurrence sur le marché et abaisser le niveau de vie. En outre, ce qui importe pour le bien-être des individus n'est pas le nombre d'entreprises, mais la variété des biens et des services. Des monopoles néfastes ne peuvent pas émerger sans mécanismes gouvernementaux tels que des exigences de licences obligatoires. Par conséquent, le marché libre n'est pas propice à l'émergence de monopoles nuisibles.

Auteur :

Le cabinet de conseil de Frank Shostak, Applied Austrian School Economics, fournit des évaluations approfondies des marchés financiers et des économies mondiales.

Un avis autorisé sur le pétrole: le pétrole est redevenu un objet de convoitise

Bruno Bertez 29 avril 2020

L'annonce de barils fournis à prix négatifs aux USA a semé le trouble dans toutes les rédactions mondiales et malgré le coronavirus le pétrole est redevenu un objet de convoitise

avec [Loïk Le Floch-Prigent](#)

Que s'est-il passé ? C'est assez simple, la consommation de pétrole a chuté de 30%, les stockages sont très pleins, et les oléoducs aussi. Dans le cas qui a embrasé le monde, c'est plutôt, semble-t-il, le transport du liquide qui était saturé, les stockages étant à 90 % pleins, ce qui est de toute façon énorme.

Les contrats de Mai étaient échus le jour du 20 Avril, les pénalités étaient lourdes. Plutôt que de les payer les propriétaires ont préféré vendre leurs barils restant à prix négatifs (ils ont donné de l'argent en plus du pétrole aux acheteurs), c'est un évènement, cela ne signifie pas la fin du monde pétrolier, pas plus aux USA que sur le reste de la planète, et le baril a repris pour les contrats de Juin son prix d'avant, pas merveilleux pour les vendeurs, autour de 20 dollars.

C'est donc ce sujet, un baril très bas, qui est intéressant à commenter pour l'avenir et non l'accident de la veille.

La chute de la consommation n'a pas fait baisser la production et la guerre entamée par l'Arabie Saoudite contre le pétrole non conventionnel produit aux USA a donc repris.

Dans un premier temps cette guerre avait été perdue car les pays arabes tablaient sur un cout pour les producteurs américains de 70 dollars au-dessous duquel ils devaient perdre de d'argent. C'était sans compter sur les progrès techniques et lorsque les producteurs ont continué à produire à 40 dollars le baril, l'Arabie Saoudite a « calé » et le baril est remonté autour de 60 dollars ce qui satisfaisait tout le monde.

La crise du coronavirus a, dans un premier temps, conduit l'Arabie Saoudite à tenter un accord avec la Russie pour faire baisser leurs deux productions qui entraîneraient toutes les autres, ils représentent à eux deux plus de 20% de la production mondiale, mais beaucoup plus en potentiel, et surtout une production à coût très modéré. L'échec de cette négociation (car débouchant sur une baisse de production peu significative) a entraîné une guerre des prix, un maintien de la production des uns et des autres et l'écrasement à 20 dollars le baril.

La partie économique est simple, les « grands » pays producteurs peuvent tenir, les plus petits sont terrassés, les compagnies privées, minoritaires en production, ont coupé dans leurs investissements pour ne pas effrayer leurs actionnaires.

Ceux qui souffrent immédiatement sont les petites ou moyennes compagnies spécialisées aux USA dans le « shale oil », une soixantaine, qui sont très endettées et ne vont pas pouvoir honorer leurs remboursements aux banques.

L'une d'entre elles vient de se mettre en « chapter eleven » (protection contre la faillite), d'autres suivront, les productions vont se maintenir pendant quelques mois, les puits les plus prometteurs vont être repris par les majors, ce sont les banques qui seront pénalisées, mais le montant global ne va pas les mettre en grande difficulté.

A 20 dollars le baril la production de pétrole américain peut donc rester à un niveau élevé, et les tentatives de « tuer » à court terme l'industrie américaine du « shale oil » risquent encore une fois de ne pas marcher, les coûts d'exploitation étant de l'ordre de 20 dollars le baril, c'est l'investissement de forage, objet des prêts des banques, correspondant à 15 dollars le baril qui pèse sur les comptes et sur les banques.

Si la consommation repart dans les six mois, on peut donc avoir un secteur shale oil qui a changé de propriétaires, des banquiers qui ont perdu quelques milliards, et un baril qui remonte à mesure que les stockages se vident.

C'est la partie politique qui est la plus difficile à prévoir car elle a sombré depuis des années dans l'irrationnel et dans des bagarres d'egos.

On peut parler des USA, de l'Arabie Saoudite et de la Russie, mais il vaut mieux pour imaginer l'avenir parler de Trump et ses élections américaines, de MBS et de Poutine.

Pour gagner les élections Trump a besoin de ne pas se mettre à dos le secteur pétrolier américain, MBS a besoin de nourrir un peuple de fainéants et du soutien des USA contre l'Iran, Poutine veut retrouver une place dans le concert des nations qui se limiterait à un duel USA/Chine. Chacun a besoin des deux autres pour gagner et montre ses muscles.

Le grand absent de cette lutte indécise est l'Europe, mais comment expliquer à des peuples obsédés par l'après pétrole que 85% de l'énergie fournie dans le monde est d'origine fossile-charbon pétrole-gaz, que le pétrole est utilisé à 20% dans l'industrie mondiale, que la première transformation à assurer est celle de la limitation du charbon et en premier lieu l'abandon de son utilisation domestique, que la plupart des pays du monde est sans eau ni électricité et en conséquence recherche une énergie abondante et bon marché, comment expliquer que le monde ne rêve pas de bateaux à voile, d'avions solaires et de voitures électriques, qu'ils ont pris l'habitude de faire fabriquer les produits qui les gênent ailleurs, mais qu'ils leur sont indispensables, bref que nous ne sommes ni dans l'ère post-industrielle ni dans l'ère de la disparition des énergies d'origine fossile.

Ils ont fini par interioriser que cette géopolitique du pétrole était le monde d'hier et s'y intéressent modérément, trouvant d'ailleurs dans les querelles d'egos la justification de leur mépris à l'égard du monde d'hier.

Ce qui est arrivé cette semaine pourrait être pour les peuples européens sinon leurs dirigeants un rappel aux réalités car, tandis que nous dansons autour du volcan, le pays consommateur de fossiles à prix cassés et vendeur de matériel indispensable à tous les autres, c'est encore la Chine.

Le plan de déconfinement jugé négativement ; Les Français exigent systématiquement toujours plus de restrictions de leurs libertés».

Bruno Bertez 30 avril 2020

Sans commentaire, ce serait trop affligeant!

Protéger les Français, sans immobiliser la France au point qu'elle s'effondrerait». [Présenté mardi par Édouard Philippe](#), le plan de déconfinement censé «tenir» cette «ligne de crête délicate» a [été approuvé par une majorité de députés](#).

Mais le chef du gouvernement n'a pas encore entraîné une majorité de Français dans sa stratégie de sortie de crise, selon notre sondage Odoxa-Dentsu Consulting pour *Le Figaro* et France Info.

La plupart d'entre eux ne font pas confiance à l'exécutif pour réussir le déconfinement (55%), même si la méfiance diminue (-7 points par rapport à la semaine dernière).

Défi de plus pour le gouvernement depuis le début d'épidémie, la défiance de la population touche en particulier trois promesses post-11 mai, formulées mardi à la tribune de l'Assemblée nationale.

Doutes et inquiétudes

[-Quantité suffisante de masques](#) pour répondre aux besoins de la population,

[-sécurité sanitaire dans les établissements scolaires,](#)

[-fonctionnement des transports sans danger](#) pour la santé des personnels et des usagers : sur ces sujets,

Près de trois Français sur quatre (72%, 73% et 74%) estiment que le premier ministre ne pourra pas tenir parole.

« Les doutes demeurent», relève Céline Bracq, directrice générale d'Odoxa. «*Mais à la décharge d'Édouard Philippe, ces trois sujets – masques, et surtout écoles et transports – n'impliquent pas que le gouvernement. Ils nécessitent la mobilisation de nombreux autres acteurs.*»

La plupart des Français croient toutefois en la réalisation de deux engagements qui sont surtout du ressort de l'exécutif : l'offre de solutions d'hébergement aux malades demandeurs (58%) et [l'accès aux tests de dépistage pour les personnes présentant des symptômes et leur entourage](#) (54%). «*Mais la confiance dans ces deux domaines pèse bien moins que la défiance massive en ce qui concerne les transports, les écoles et les masques*», nuance Céline Bracq.

«Principe de précaution»

Preuve de l'inquiétude d'une grande partie de la population face à l'épidémie, 45% des Français jugent que le plan du gouvernement est «trop rapide», [malgré le choix d'un déconfinement en plusieurs phases](#). Ils sont plus nombreux que ceux qui le trouvent adapté (40%) ou trop lent (15%). L'expression d'un surcroît de vigilance ?

Le premier ministre a prévenu, mardi : «*Trop de prudence, et c'est l'ensemble du pays qui s'enfoncé*» dans la crise économique. À l'inverse, «*trop d'insouciance, et c'est l'épidémie qui repart*».

Dans l'opinion, la tendance se confirme d'une enquête à l'autre, observe Céline Bracq : «*Pour une forte proportion de Français, le principe de précaution prime. Ils exigent systématiquement toujours plus de restrictions de leurs libertés*».

D'où le soutien d'une majorité d'entre eux (61%) à la décision prise sur les restaurants, les cafés et les bars : [pas de réouverture avant la deuxième phase de déconfinement, le 2 juin, contrairement aux autres commerces](#). En la matière aussi, la «prudence» de la population l'emporte sur l'«insouciance».

Éditorial, je décrète la fin du cycle long des taux. Comme si vous étiez dans la tête de Powell... qui lui, ne le sait pas encore !

Bruno Bertez 30 avril 2020

Powell s'est exprimé hier; comme on pouvait s'y attendre, il a parlé pour compléter l'action monétaire de soutien c'est à dire qu'il s'est exprimé pour dire qu'il continuerait sa politique, qu'il la continuerait longtemps, que les taux resteraient bas et que la Fed continuerait d'inflater la taille de son bilan. Il faut que les porteurs d'actifs financiers sachent qu'il n'y a plus de raison de se précipiter pour vendre car ils trouveront toujours contrepartie.

Bref il y aura des taux bas, des achats de titres et de la création de monnaie de base pour ceux qui en veulent. Le « run », la fuite sur les marchés a été stoppée, interrompue, les animal spirits ont été calmés, les spéculateurs ont acquis la certitude qu'ils seraient sauvés, qu'il y en aurait pour tout le monde et c'est l'essentiel en termes de stabilité systémique. Peu importe la nouvelle couche de fragilité qui a été rajoutée. On n'en est pas ou plus là.

Comprenez bien ce qui s'est passé, les porteurs de dettes, les détenteurs de créances ont eu peur que les débiteurs ne puissent honorer leurs agios et leurs remboursements, ils se sont précipités pour vendre leurs créances et ont fait s'effondrer les cours; et qu'est-ce que c'est que ce mouvement de vente? Vendre c'est demander du cash, de la monnaie de base, de la monnaie banque centrale c'est vouloir exiger la monnaie que l'on vous a promis. Donc c'est exactement ce que l'on appelle un « run ».

Ceci me permet de vous faire comprendre que les actifs financiers en général dès lors qu'ils sont cotés sur un marché constituent un « claim à vue », un droit immédiat à recevoir de l'argent de base de la banque centrale, c'est un droit sur le bilan de la banque centrale! C'est, sans qu'on le dise, une épée de Damoclès, une création potentielle de monnaie-banque centrale, ce potentiel se manifestant brutalement lors des chocs mais progressivement en temps normal.

En mettant le crédit et les dettes sur les marchés au lieu de les laisser en banques on a pu en émettre plus certes, mais on les a rendus instables, fragiles, soumises aux animal spirits, aux chocs et ainsi on s'est condamné à devoir faire face à chaque besoin par la création de monnaie banque centrale.

Ceci signifie et implique qu'au fur et à mesure que le temps passe on « use » le bilan de la banque centrale.

On use ce bilan chaque fois qu'on s'en sert. On le dégrade.

Présenté autrement, les autorités monétaires ont un stock d'armes en réserve qui sont la taille de leur bilan et les taux mais au fur et à mesure que la masse de dettes et d'actifs financiers s'accumulent ils les utilisent pour stabiliser cette masse pyramidale.

Ils baissent les taux, les mettent à zéro en réel, puis en négatifs absolu et ils remplissent leur bilan de pourriture. C'est ce que fait en ce moment Powell lorsqu'il augmente ses achats en montant dans l'échelle du risque et qu'il fera encore plus quand il en sera à l'achat d'ETF d'actions.

Les limites à la production de crédit que l'on rencontrait au niveau des bilans des banques commerciales avant les années 80 existent toujours bien sûr mais elles sont repoussées, reportées au niveau du bilan de la banque centrale.

Autrement dit au niveau du couple Banque Centrale-Trésor Public, ce que l'on voit bien ces jours-ci aux USA; Banque Centrale et Trésor Public sont en fait une seule et même entité qui met en jeu le crédit de la nation c'est dire les contribuables.

On peut augmenter la taille du bilan de la Banque centrale comme le dit Powell: il n'y a pas de limite mais ... mais d'abord il y a une limite aux taux d'intérêt c'est la limite du zéro et il y a une limite à l'acceptation de la monnaie créée par la Banque Centrale, c'est la confiance.

Peu à peu quoi qu'elles fassent, quels que soient les innovations, astuces et subterfuges, les banques centrales sont démunies. C'est la fin du cycle long du crédit et je ne crains pas de dire que nous y sommes.

Je décrète la fin objective du cycle long du crédit.

Cela ne veut pas dire que l'on ne peut pas jouer les prolongations, mais cela veut dire que c'est retarder pour mieux sauter. Le cycle long du crédit a débuté après la guerre en 1945 et nous sommes en 2020, c'est une longévité exceptionnelle, le cycle a fait son temps et on joue les prolongations déjà depuis 2006!

Je dis souvent les autorités n'ont aucun pouvoir de traiter les problèmes qu'elles créent mais j'ajoute vous n'imaginez pas les ressources qu'elles ont pour retarder les échéances. C'est une de mes premières découvertes quand je suis entré sur les marchés financiers.

Le seul pouvoir des autorités à part celui de vous mentir est de retarder l'inéluctable.

J'en profite pour insister sur cette remarque que je fais souvent: dans les temps anciens les »runs«, les attaques financières, se faisaient sur les banques; et la banque centrale fournissait la monnaie de base quand les gens refusaient les actifs bancaires et voulaient de la vraie monnaie; à notre époque les runs se font sur les marchés, qui sont fonctionnellement de colossales banques! Les porteurs de dettes et d'actifs financiers ont peur et ils vendent sur les marchés et ils réclament de l'argent de la Banque Centrale. Et les vendeurs font baisser les cours jusqu'à ce que la Banque Centrale prenne peur. Rien n'a changé si ce n'est que les fonctions des banques commerciales ont été remplacées par la fonction des marchés. Un marché agit comme une colossale banque il fait la transformation de durée et de risque, il est soumis aux mêmes risques de »run«.

Voilà l'enseignement que je vous demande de conserver présent à l'esprit; cela resservira. Et vous permettra peut-être d'échapper à la ruine dans un an... dans 5 ans...

Powell ne s'est exprimé que sur le présent, il colmate et n'a rien à dire sur le futur; il a été d'ailleurs très clair: le futur, la taille du bilan, les taux, l'inflation, la sortie, le long terme tout cela, ce n'est pas le moment d'en parler.

Pour cela il y a deux raisons :

-la première est que l'on ne sait pas où on va et jusqu'où le système va se fissurer

-la seconde est que l'on n'a aucune idée ni du chemin que l'on va suivre, ni de l'endroit où il va nous mener.

Gagner du temps est plus que jamais la priorité.

Powell : l'économie aura besoin de plus de soutien de la Fed, il ne faut pas se préoccuper de la dette

By [Or-Argent](#) - Avril 30, 2020



Le président de la Federal Reserve **Jerome Powell** a déclaré qu'il faudra davantage de stimulations pour obtenir une **reprise économique robuste** suite à la crise engendrée par le coronavirus. C'est ce qu'il a déclaré à l'occasion de sa conférence de presse virtuelle de mercredi. « *Devrons nous faire plus ? Je pense que la réponse est oui,* » a-t-il notamment dit.

« Nous pouvons soutenir l'économie via différents canaux. Comme vous le savez, nos politiques ne sont pas plafonnées en termes de montants, » a déclaré Powell. *« Nous pouvons relever les plafonds en fonction des besoins, nous pouvons mettre en place de nouvelles mesures afin que nous puissions continuer de fournir une partie de la réponse. »*

Dans le but d'amortir les dégâts occasionnés par le coronavirus, la Fed a réduit son taux directeur à presque zéro et a lancé tout un éventail de programmes d'une valeur supérieure à 2 trillions afin de fournir de l'argent aux entreprises et aux ménages dans le besoin. « *Nous pouvons faire ce que nous pouvons faire, et nous le ferons de la limite absolue de ses pouvoirs,* » a déclaré Powell.

Suite à la réunion de son comité, la Fed a annoncé que son taux directeur restait dans la bande de 0-0,25 %. Elle s'est **engagée à le maintenir jusqu'au retour du plein-emploi** et d'une inflation autour de l'objectif de la Fed, qui est à 2 %.

Récession au T1 pour l'économie américaine

Durant le premier trimestre 2020, l'économie s'est contractée de **4,8 %**. Il s'agit de la plus grosse baisse de l'activité depuis la crise financière de 2008. Pourtant, ce trimestre ne fut concerné par le coronavirus que vers la fin. Le T2 s'annonce donc catastrophique. La pandémie a également effacé tous les emplois créés depuis cette époque. Durant les 5 dernières semaines, plus de **26 millions** d'Américains se sont inscrits au chômage.

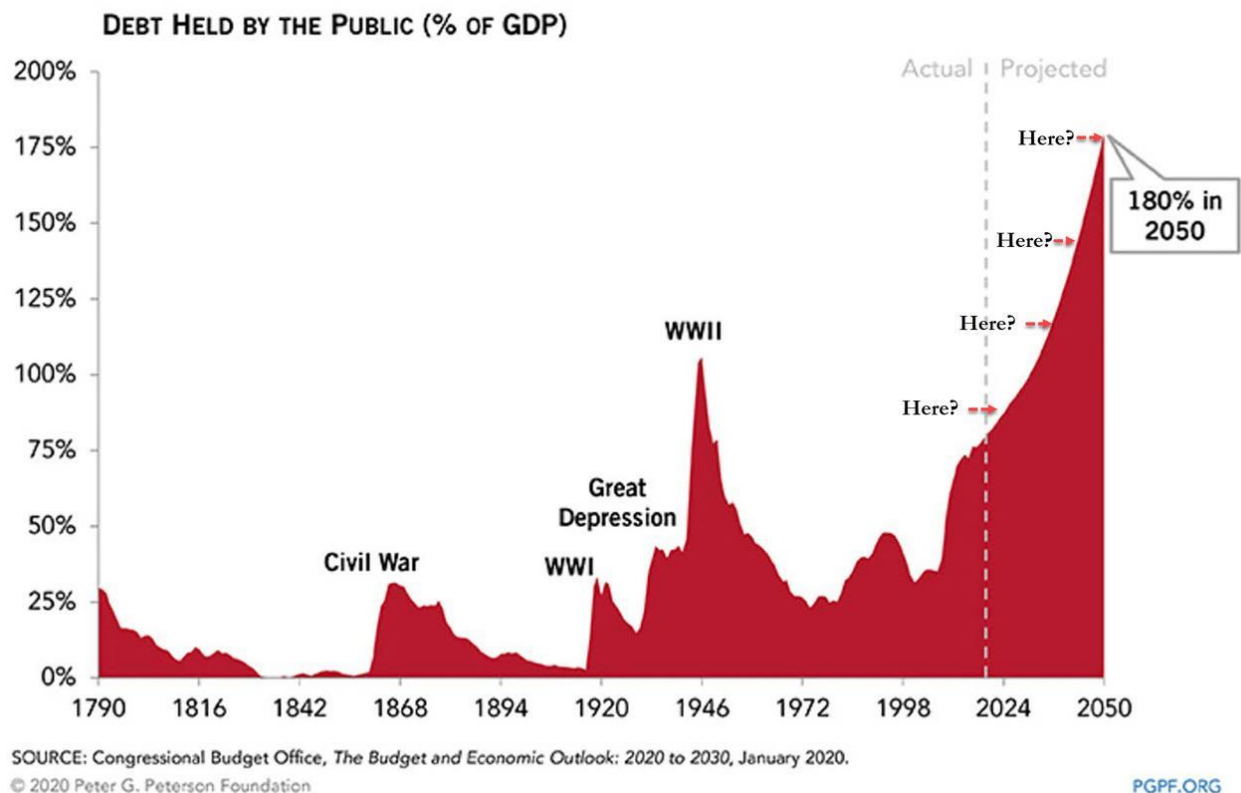
« L'activité économique va probablement chuter à des niveaux jamais vu durant le second trimestre, » a déclaré Powell. *« Aussi bien la gravité que la durée de cette récession sont extraordinairement incertaines. Cela dépendra largement de la rapidité à laquelle le virus sera contrôlé. »*

Powell a également précisé qu'il y a des barrières légales quant à ce que la banque centrale peut faire. Elle n'a notamment pas le droit de prêter de l'argent à des entreprises insolvable. Mais elle fera tout ce qu'elle peut légalement faire. ([source](#))

Pas le moment de se préoccuper de la dette

Comme le note [Zero Hedge](#), le passage le plus significatif de la conférence de presse de Powell se trouve dans la réponse à la question concernant la **trajectoire fiscale américaine** en général. Notamment au niveau de l'explosion de la dette fédérale et des déficits. Cette réalité est rendue possible par la monétisation directe de la dette US via les hélicoptères monétaires et la théorie monétaire moderne de la Fed. Powell a offert une réponse laconique : « *Ce n'est pas le moment de se préoccuper de la dette.* »

Soit. En réponse, Zero Hedge s'est montré tout aussi laconique en présentant le graphique de la projection de la dette US du CBO pour demander ensuite au président de la Fed : à partir de quand allez-vous vous préoccuper de la dette américaine ?



Si l'or devait suivre M2, il serait déjà à environ 2.000 \$

Pour conclure, voici un petit graphique très révélateur proposé par **James Turk**. Il montre la corrélation entre la **masse monétaire M2 et le cours de l'or**. Depuis janvier, M2 a bondi de 1,8 trillion de dollars :



Rien que sur base de la masse monétaire actuelle, l'or pourrait se situer autour des **2.000 \$** qu'il n'y aurait pas grand-chose à redire.

Face à une monnaie de plus en plus étatisée, défendons notre liberté

Publié par [Philippe Herlin](#) | 30 avril 2020 [Or.fr](#)

Un économiste américain à l'esprit caustique a fait remarquer que les États-Unis étaient devenus une société communiste – définie par la "propriété collective des moyens de production" – puisque les grandes entreprises du pays sont détenues majoritairement par les fonds de pensions, c'est-à-dire les caisses de retraites des salariés. Les travailleurs "possèdent" donc les moyens de production, CQFD. Bien sûr, cela ne se fait pas sous l'autorité d'un État central autoritaire mais par l'entremise de la "main invisible" du marché. Ce mécanisme se fait aussi à travers des institutions financières au fonctionnement plutôt opaque, le contrôle des salariés est donc tout relatif. Mais formellement, la remarque se tient, au-delà de son ironie première.

Dans une société de liberté, le "collectif" se construit à travers des décisions individuelles libres, et c'est tant mieux, mais la volonté d'imposer des normes collectives "pour le bien des gens" est une tendance malheureusement répandue chez les dirigeants. En Occident, l'étatisation progresse insidieusement, mais aussi par des sauts brutaux : lors de la Première Guerre mondiale (l'étalon-or disparaît et l'État met la main sur la monnaie, création de l'impôt sur le revenu), lors de la Deuxième Guerre mondiale (explosion des dépenses étatiques, nationalisations, contrôle des prix), lors de la crise des années 1970 (fin de la convertibilité or-dollar, croissance des dépenses publiques et du déficit budgétaire), lors de la crise financière de 2008 (intervention massive des banques centrales). Il est à craindre que l'actuelle pandémie de coronavirus amène à franchir une nouvelle étape.

Avec cette crise, les dépenses publiques des gouvernements et les planches à billets des banques centrales explosent tous les records précédents, pour le bien des populations bien entendu. C'est pourtant l'impréparation et l'amateurisme de nombreux États à travers la planète qui ont accentué cette crise (manque de tests et de masques). Ce sont les mêmes qui vont, disent-ils, nous en sortir... On connaît surtout cette formule de communicant : "il ne faut pas gâcher une bonne crise". Tous ceux qui veulent faire avancer le collectivisme se

frottent les mains en ce moment. Ce sont pourtant des États ayant de faibles niveaux de prélèvements obligatoires et gérés comme des entreprises (Taiwan, Singapour, Corée du Sud) qui ont le mieux contenu cette pandémie, et avec un confinement limité, donc des pertes réduites pour leurs économies, mais cela on l'oublie.

Alors allons-y, en avant pour les dépenses publiques ! Mais dont on voit qu'elles servent en grande partie un délétère "capitalisme de connivence" (aidons les grosses entreprises, les PME et les indépendants se débrouilleront avec le reste). N'attendons en outre aucune remise en cause de l'État, car la crise économique existait bien avant que ne surgisse le coronavirus (des baisses d'impôts ? moins de bureaucratie ? rêvons un peu, ça ne coûte rien). En avant pour la planche à billets "illimitée" des banques centrales, qui se présentent comme le chevalier blanc censé nous sauver, mais qui finiront par ruiner nos monnaies lorsque que l'inflation sortira de sa boîte.

La collectivisation progressive de nos sociétés se fait, depuis le début du XXe siècle, par l'alliance entre l'État et de sa banque centrale : de la fin de l'étalon-or à l'argent dématérialisé d'aujourd'hui, le pouvoir de l'État croît à mesure que la monnaie perd de son intégrité et lui est de plus en plus soumise. Un État fort et omniscient ne peut pas coexister avec une devise qu'il ne contrôle pas, ce serait laisser un immense espace de liberté aux individus.

Comment résister ? Une voie consiste à s'intéresser à la monnaie justement. Dans cette perspective l'or (et le bitcoin, mais son adoption est encore trop limitée) représente un vrai espace de liberté et d'autonomie ; multiséculaire et partout reconnu, il inspire confiance. Une façon de contrer cette marée collectiviste consiste à poser la question de la monnaie, de son contrôle, de sa valeur, de sa circulation, du système bancaire. Il faut exiger la remonétisation de l'or, la possibilité – pour ceux qui le souhaitent, comme une monnaie complémentaire – de pouvoir effectuer des virements et des paiements en métal précieux, ce qui passe notamment par la fin de la taxe sur la plus-value le concernant (l'or n'est pas un "actif", c'est une monnaie). Ce sera un combat difficile, mais retrouver notre autonomie face à un État Leviathan passe, entre autres, par la monnaie, qui est un instrument de notre liberté.

« L'ultime solution? »

par [Charles Sannat](#) | 30 Avril 2020



Mes chères impertinentes, chers impertinents,

Je dois vous avouer que je reste ébahi par ce qu'il se passe et par la folie qui semble s'emparer de plus en plus de gens, jusqu'à nos mamamouchis mamamouchant qui ne savent plus à quel saint se vouer. Il faut dire qu'il sont peu sujets aux croyances, à la spiritualité ou encore sensible à la présence de Dieu.

Lorsque le monde s'effondre et je parle de celui des magasins, des supermarchés et des temples de la consommation qui eux peuvent rester ouverts alors que les églises, les mosquées ou les synagogues elles restent fermées. Les infectés au totalitarisme marchand, à la consommation de base s'enfoncent dans une forme de folie.

Ils bouclent.

Ils tournent en rond.

Ainsi hier, je suis parti d'une véritable information « un fauteuil sur deux dans le métro » pour rigoler un peu de cette folie dans la réflexion et la fin de tout bon sens. J'ai donc imaginé un train avec un wagon sur deux... c'était une blague pas une information;

Aujourd'hui, le ministre Blanquer ce qui est une information, a déclaré que faire des demi-journées d'école n'avait aucun sens. C'est pour cette raison qu'il a décidé que l'on ferait des demi-classes sur des demi-quinzaines... alors qu'un nouveau syndrome terrible apparaît et touche les enfants.

Je voulais gloser avec vous de manière badine sur ce sujet quand je suis tombé sur LA véritable information de ce 44ème jour de confinement.

C'est un article, oui, oui, sérieux, si, si du Nouvel Obs intitulé...

Et si on profitait de ce confinement pour réfléchir vraiment à l'autofellation ?

Oui-oui.

Ce n'est pas une blague, je vous fais une copie d'écran pour le croire et vous donne évidemment le lien pour aller vérifier par vous-même ce sujet de la plus haute importance (il faut cliquer sur la photo)

Comme vous le savez nous vivons collectivement une période de confinement, ce qui implique que ma chère et tendre épouse est souvent à mes côtés dans notre bureau partagé.

L'OBs > RUE 89 > NOS VIES INTIMES

🔞 Et si on profitait de ce confinement pour réfléchir vraiment à l'autofellation ?

La pratique de l'autofellation a plein de choses à nous apprendre sur la vie, sur l'amour et sur nous-mêmes.

Par Renée Greusard

Publié le 29 avril 2020 à 15h02 · Mis à jour le 29 avril 2020 à 17h34

🕒 Temps de lecture 8 min

Je m'abonne



Je ne peux évidemment m'empêcher de lui désigner l'écran de mon ordinateur pour qu'elle lise cet article.

Je vous le donne en 1 000... elle me regarde et elle qui connaît ma souplesse légendaire me dit d'une façon lapidaire pour clore le débat et toute velléité salace potentielle de ma part « alors là tu n'es pas prêt de réussir une telle prouesse »... La pudeur m'incite à ne pas vous en révéler plus quant à la teneur de nos échanges laissant chacun à sa propre imagination.

Mais je peux vous dévoiler les premières lignes de ce chef d'oeuvre journalistique du mois d'avril de l'an de grâce 2020 qui traite d'un sujet fondamental dans la lutte contre une pandémie qui met à bas notre économie comme chacun le sait.

« Tout se passe bien pour Al Eingang. Confiné chez lui à Philadelphie, de manière « assez stricte », ses amis lui manquent bien sûr mais il « s'auto-suce » comme d'habitude.

Un peu plus souvent peut-être, concède-t-il, avant d'ajouter que la solitude ne lui pèse pas vraiment. Et parce qu'il a le sens de l'humour, il résume tout ça en une blague. Je suis quelqu'un de plutôt content tout seul comme vous pouvez l'imaginer ! »

A 60 ans, cet homme qu'on pourrait sauvagement désigner comme le spécialiste de l'autofellation dans le monde – puisqu'il tient « solosuck.com », le site le plus fourni à ce sujet – modère sa pratique surtout pour des raisons de santé. Il n'a plus 20 ans et doit donc être « bien plus prudent » pour ne pas se blesser en se contorsionnant »... Je vous épargne le reste.

Vous allez me dire mais « Charles, pourquoi nous parler « d'autofellation ».

Pour deux raisons.

La première est orthographique.

Je me demande si on doit écrire auto-fellation avec un trait d'union ou en un seul mot autofellation ?

Qu'en pensez-vous ?

Parce que si dans la France de 2020 le Nouvel Obs sur son site se perd avec ce genre d'article je pense que l'on peut perdre le nôtre en conjectures orthographiques, mais vous l'aurez compris, ceci est du second degré, et en réalité ce n'est pas important.

Non, ce qui est important c'est cette vibration générale assez inquiétante.

Philippe, surnommé le 102ème dalmatien par les mauvaises langues du Palais Bourbon, disait hier qu'il fallait éviter « l'écroulement de notre économie »;

Mais il n'y a pas que l'écroulement de notre économie qui soit inquiétant.

Il y a aussi une forme d'écroulement psychique, certainement plus inquiétant à vrai dire et ce genre d'article sur l'autofellation avec ou sans trait d'union, matérialise en ce 44ème jour de confinement, une dérive de l'état de santé mental de certain.

Ce pays sombre.

Ce n'est pas nouveau.

Il sombre hier comme aujourd'hui parce qu'il ne croit plus en rien.

Ni en lui, ni aux hommes, ni au ciel.

Cela se voit encore plus maintenant.

Le calme du beau temps masque les manques et les esprits peuvent se remplir de peu.

Lorsque la tempête se lève, le shopping reprend naturellement la place insignifiante qu'est la sienne et la hiérarchie des choses reprend son ordre naturel bien embêtant pour nos aimables progressistes qui perdent pieds dans ce monde de réalité, qui ne peut plus être fantasmé.

Lorsque l'orage gronde et qu'il faut affronter le gros temps, il faut être capable de croire en soi, de croire aux hommes et de croire au ciel.

Le contraste est saisissant.

L'ultime solution n'est donc pas l'autofellation, mais de croire en nous, aux autres et au ciel.

Des charters entiers de charrettes de licenciement pour les compagnies aériennes



British Airways a annoncé la suppression de 30 % de ses effectifs (12 000 personnes).

Icelandair de 45 % de son personnel (2 000 salariés).

SAS de la moitié de ses effectifs (5 000 salariés).

Norwegian a annoncé 4 700 suppressions de postes.

La low-cost hongroise Wizzair a licencié 1 000 salariés.

2 000 pertes d'emplois provoqués par la faillite de Flybe en mars.

Depuis le début de la crise du coronavirus, ce sont donc 30.000 suppressions de postes qui ont déjà été annoncées en Europe.

Les compagnies emploient plus de 400 000 salariés en Europe et cette purge n'est pas terminée car la reprise du trafic aérien s'annonce très longue et très poussive.

Les surcapacités du secteur aérien en général sont énormes.

Il va donc y avoir une réduction drastique du personnel et des centaines de milliers de gens qui vont rester définitivement sur le tarmac, victimes des derniers charters de charrettes pour Pôle Emploi.

Courage à chacun d'eux.

Charles SANNAT

Alerte Covid19 pour les enfants... ça sent la fin de l'école !



Je reste persuadé que l'on n'annonce pas un mois de confinement supplémentaire sans donner une issue, une porte de sortie pour qu'une telle durée soit supportable.

Lorsque Macron annonce le déconfinement le 11 mai, il annonce surtout 4 semaines de confinement supplémentaires.

Les gens, et les médias surtout, vont retenir (volontairement) non pas les 4 semaines de plus mais... la libération du 11 mai.

Depuis, petit à petit cette libération se fait de plus en plus restreinte, réduite.

L'école doit reprendre le 11 Mai, et ce qui était jusqu'à présent peu communiqué occupe brutalement une grande place médiatique.

Je parle de Kawasaki et pas pour faire un tour de moto et prendre l'air...

Mais de la maladie très grave qui touche actuellement les enfants.

L'alerte est venue d'Angleterre, mais des cas sont évidemment signalés aussi bien en France qu'en Italie. Nous apprendrons bientôt que cela fait des semaines que nous le savons, et que nous laissons véhiculer la « légende » que les enfants sont des porteurs sains pour lesquels il n'y a pas de problème...

Pour le covid ce n'est pas grave.

Pour la rougeole vous piquerez vos gosses avec un vaccin car la rougeole c'est vraiment pas grave. Le Covid c'est bénin... ou pas ?

Nous sommes rentrés depuis quelques heures dans le... « ou pas » !

Alors de vous à moi, cela sent la retraite en rase campagne pour la « rentrée » scolaire.

Cela sent la préparation de la Bérézina de la reprise de l'école, et les parents devraient sans doute se préparer psychologiquement à supporter leur progéniture quelques semaines ou mois supplémentaires.

« Les autorités sanitaires britanniques tentent d'établir s'il existe un lien entre la pandémie de coronavirus et une maladie grave touchant depuis peu un petit nombre d'enfants, a indiqué mardi le ministre de la Santé Matt Hancock. Cette maladie apparue récemment ressemble à la maladie de Kawasaki, un syndrome vasculaire affectant les jeunes enfants et dont la cause reste indéterminée ».

Charles SANNAT

11.3 millions de chômeurs partiels et baisse des indemnités qui ne seront plus de 84 % mais de peau de chagrin...

Le taux de chômage dans le secteur privé et hors fonction publique vient de dépasser les 50 % !

C'est monumental, colossal et terrible.

La ministre du Travail, Muriel Pénicaud qui est plutôt la ministre du chômage partiel, même si la pauvresse n'y est pas pour grand-chose, a confirmé que notre pays comptait hier 11,3 millions de Français en chômage partiel.

Mais ce n'est pas cela le plus intéressant dans ce qu'elle a dit.

Ce qu'elle a dit c'est que... le système va être adapté

Et quand on adapte un truc dans ce pays, c'est rarement pour donner plus !

Le problème, que les gens dans leur grande majorité n'ont pas encore perçu, c'est que l'Etat peut tout ou presque sur le plan financier, mais sous réserve d'avoir notre propre souveraineté ce qui n'est pas entièrement le cas.

Nous ne pouvons donc pas forcément aller aussi loin que nous le voudrions pour la raison simple que nous ne sommes pas comme nos amis Anglais qui, eux, disposent de leur propre banque centrale et ont annoncé qu'ils monétiseraient autant que nécessaire. La livre sterling baissera, puis elle remontera quand le pays ira mieux.

Nous, nous allons devoir commencer à réduire les plans d'aides à commencer par le chômage partiel qui, rémunéré à 84 % du salaire net, en faisait un pas trop mauvaise affaire pour ceux qui y sont mis. Mais cela ne va pas durer, et pour la phase de temps long, il est évident que ce taux sera progressivement ramené à celui d'indemnisation classique du chômage à savoir 57 % du salaire journalier. Cela sera nettement moins.

«Le 1er juin n'est pas un couperet. Nous avons quelques semaines pour nous organiser, pour commencer à relancer l'économie, indispensable. Il va y avoir un taux de prise en charge de l'État moins important, ça va être progressif, en douceur», a détaillé Muriel Pénicaud. Il y aura probablement « un petit reste à charge pour les entreprises »...

Alors les entreprises vont commencer à choisir entre repartir avec tous les effectifs ou se départir d'un certain nombre de salariés.

Rien ne dit qu'elles paieront le « petit reste à charge » qui se transformera en grand manque pour les gens touchés.

Encore une fois, la meilleure suggestion que je puisse vous faire et que je vous invite à partager est de vous préparer à la pire crise économique que nous ayons jamais vécue, sans pour autant céder à la peur ou à la panique, et bien évidemment en espérant de toutes nos forces le meilleurs pour tous et pour notre pays collectivement.

Anticipez une baisse de vos revenus, de vos indemnités et de vos rentrées d'argent, c'est plus prudent;

Charles SANNAT

Les actions toujours en hausse, portées par le traitement du labo Gilead et le Remdesevir



Les actions américaines se sont redressées dans un nouvel espoir de trouver un médicament pour lutter contre le coronavirus, aidant les investisseurs à ignorer les données montrant la plus forte contraction économique depuis 2008 au premier trimestre. Le pétrole a bondi.

Le gain de l'indice S&P 500 s'est approché de 3 %, sur le point d'atteindre un sommet de sept semaines après que Gilead Sciences Inc. a déclaré que son médicament expérimental avait aidé les patients de Covid-19 à récupérer plus rapidement.

Le fameux Remdesivir dont une étude chinoise publiée il y a quelques jours avait conclu à inefficacité totale.

En plus ce médicament (nouveau) est très coûteux.

Il est également plein d'effets secondaires.

Mais l'effet est suffisant pour donner de l'élan aux cours de bourse.

Pensez donc, si nous avons trouvé un traitement c'est la fin de la crise, la reprise en V et hop... nous reprenons tous notre petite vie où nous l'avions laissée.

C'est très prévisible comme phénomène et nous alternerons de cette façon-là des phases d'espoir qui seront déçues jusqu'à ce qu'effectivement nous trouvions la solution définitive ou en tous cas celle qui nous permettra de soigner cette maladie avec 3 comprimés par jour, un verre d'eau et 5 jours de traitement.

Pour le moment nous n'y sommes pas, et ce virus, particulièrement chez les enfants pourrait nous révéler de très mauvaises surprises. Il pourrait être une forme de bombe à retardement. Nous ne connaissons pas encore grand-chose de tout ceci.

Grâce à cet espoir, les marchés ont oublié et occulté la chute sans précédent du produit intérieur brut américain qui a baissé de 4,8 % au premier trimestre face au virus en rythme annualisé.

Les marchés ne regardent que la fin du confinement et les médicaments.

Ils ont objectivement raison de scruter ces marqueurs, car c'est bien les marqueurs de la fin de crise, mais pour le moment il ne faut pas confondre marqueur et certitude.

Si rien ne fonctionne comme prévu, alors les marchés plongeront dans un nouvel épisode dépressif.

Charles SANNAT

L'heure de leur vérité s'approche

François Leclerc 30 avril 2020 [Décodages.com/](https://decodages.com/)

L'effondrement de l'économie s'amplifie de tous côtés et la déflation se rapproche. Plus le moment du déconfinement s'approche, plus il s'avère difficilement praticable et son impact sur la relance des activités économiques incertain. Le ministre Bruno Le Maire appelle à la reprise massive du travail en décalage avec l'approche prudente de son Premier ministre (*), et Donald Trump en vient à parler au passé de l'économie américaine la « plus forte économie de l'histoire » en tenant responsable la Chine pour évacuer toute responsabilité.

Le financement de la relance continue d'opposer deux camps en Europe, l'Allemagne s'accrochant mordicus à des modèles économique et financier dépassés. Il n'y a pas besoin d'être devin pour prédire que l'exportation ne sera pas le moteur de la croissance d'avant ni de chausser des lunettes pour observer que la camisole du pacte de stabilité est reléguée dans le passé. La base de l'accord franco-allemand qui a permis la création de la monnaie unique est devenue insoutenable.

Une autre grande puissance exportatrice, le Japon, fait aujourd'hui figure de laboratoire. Le gouvernement vient d'annoncer la première tranche d'un milliard de dollars d'un nouveau plan de soutien, un montant double de celui qui avait été adopté en 2008. Les japonais recevront dans ce cadre un chèque de 100.000 yens, soit environ 860 euros. Une deuxième tranche consacrée à la relance est annoncée. Ayant le sens de l'opportunité, la Banque du Japon avait préalablement fait savoir qu'elle ne fixait plus de limite à ses achats de la dette nationale, qui va donc continuer à être financée par la banque centrale, les investisseurs ayant la garantie que leurs titres seront rachetés et qu'ils ne courent aucun risque.

On ne compte plus les analyses et points de vue expliquant doctement que le danger de l'inflation n'est plus d'actualité, ce qui vaut accord implicite à une intervention élargie des banques centrales. Celle-ci n'est pas nouvelle mais elle s'approfondit. La Banque d'Angleterre a sauté le pas en finançant directement le gouvernement. La Fed soutient déjà l'économie américaine à bout de bras et il est attendu de la BCE qu'elle fasse de même. Les deux incitent les gouvernements à les rejoindre pour conjuguer les efforts. La BCE, qui monétise indirectement la dette des États en détient désormais près du quart, une proportion qui s'accroît au fur et à mesure de ses achats. La dégradation de la note italienne par Fitch la condamne à les poursuivre et à engager des montants allant au-delà des 750 milliards d'euros de départ.

Deux grandes avenues sont ouvertes sans être encore empruntées : l'élargissement des achats aux obligations d'entreprises, aux Exchange traded-funds (ETF) et aux actions, ainsi que l'ouverture des guichets de financement aux institutions financières non bancaires. En attendant, la BCE surveille et soulage du mieux qu'elle peut les banques et détourne le regard de leur calcul du risque avantageux. Celui-ci va masquer le considérable accroissement des défauts de paiement attendu et éviter de renforcer en conséquence les capitaux propres pour absorber les pertes. Cela ne suffira pas, d'où le projet de création d'une « bad bank » abritant les actifs douteux actuels et à venir, une manière de repousser à plus tard la prise en compte des pertes quand il faudra les financer sur fonds publics. De vagues projets de titrisation de ces actifs sont alternativement évoqués, mais quels investisseurs s'y risqueront ? Un tel transfert différé ne fera qu'accroître à terme la dette publique dont le sort reste une grande inconnue.

Des voix encore timides se font entendre proposant de faire appel à l'épargne forcée effet du confinement sous la forme d'un emprunt national ou, en France, de l'instauration d'un « Livret C » comme Coronavirus. Mais, à observer la décollecte qui frappe l'assurance-vie, ce ne sera pas si simple. A contrario, les comptes de dépôts enflant, est-ce bien le moment de diriger ces fonds vers une autre destination ? Encore un arbitrage difficile ! Le gouvernement italien n'a pas hésité et a pris les devants en proposant aux italiens, qui disposent de 1.500 milliards d'euros sur leurs comptes-courant, d'acquiescer des obligations nommées BTP Italia ayant un taux minimum garanti de 0,65%. Jouer sur le réflexe patriotique est la manière qui a été trouvée afin de diminuer la dépendance aux marchés financiers internationaux.

Jouant son rôle de vigie, Martin Wolf titre sa chronique du *Financial Times* « le temps est venu de réformer les marchés des capitaux », il prend date mais est à contre-courant du laxisme qui prévaut en matière de régulation. Dans l'incertitude, le prochain épisode s'esquisse par petites touches.

(*) A partir du 1er juin, les parents devront présenter une attestation démontrant que l'école de leurs enfants est fermée ou ne peut pas les accueillir pour pouvoir continuer à toucher le chômage partiel.

Les économistes existent pour que les astrologues aient l'air sérieux.

Charles Gave 20 Avril, 2020 Institut des Libertés

Je dois avouer que les économistes officiels m'ont toujours amusé avec leur prétention à prédire l'avenir. Comme je ne cesse de le dire, si quelqu'un pouvait prévoir l'avenir, le socialisme fonctionnerait à merveille, la Corée du Nord serait le pays le plus développé au monde et nous savons tous qu'il n'en est rien.

Mais en ces temps de crise, « ils » se surpassent.

Je viens de “lire”, les élucubrations de tel ou tel des représentants de cette engeance sur les conséquences à attendre de la crise du Corona Virus et je dois dire que j'en suis resté mort de rire. Le commentaire général est le suivant : *“il s'agit d'une situation complètement nouvelle et inattendue et mes modèles (mathématiques bien sûr) ne me sont donc d'aucune utilité”*

Dire ceci, c'est avouer que finalement, l'on n'a rien compris à l'économie.

Je m'explique.

L'économie est une branche de la Logique qui est elle-même une branche de la Philosophie. Ce n'est ni une branche des mathématiques ni une branche de l'astrologie.

Que fait-on en Logique ? On essaie de mettre à jour des concepts que l'on confronte à la réalité pour mieux comprendre celle-ci, ce qui permet d'éviter de commettre les mêmes erreurs si les mêmes faits se répètent. Voilà qui permet d'apprendre par l'expérience et d'enseigner ensuite. Un exemple : Un certain nombre de lecteurs doivent être du sexe masculin et ce sexe apprend assez vite que si l'on pisse contre le vent, on en sort mouillé, ce qui est un apprentissage logique que l'on peut transmettre aux générations suivantes. Le but d'un économiste est donc de dégager des concepts qui vont aider le reste de la population à être le moins mouillé possible quand le vent se lève.

Pour mieux expliquer ce que je viens de dire, je vais me livrer devant mes lecteurs à une analyse économique de la crise dans laquelle nous sommes et pour cela je vais utiliser des concepts avec lesquels ils sont familiers s'ils ont pris la bonne habitude de me lire le Lundi matin

- Essayons de répondre à la première question : qui va prendre la claque financière ? La réponse est : tous ceux qui travaillent dans le secteur privé, je ne pense pas que les employés au ministère des finances, par exemple, se fassent du souci pour leur emploi ou leur virement à la fin du mois.
- Parmi les gens qui travaillent dans le secteur privé il y a les employés « normaux » qui risquent de ne pas retrouver leur travail quand le confinement sera fini mais qui sont partiellement couverts par le système social (allocations chômage etc.)
- Et puis il y a les entrepreneurs, les vrais, les patrons de petites entreprises de moins de 10 personnes, qui ne sont pas couverts par grand-chose, qui ne sont pas tous jeunes et qui risquent de se retrouver au tapis ayant perdu le travail d'une vie et sans rien.

Donc les petits patrons vont être les grandes victimes de cette crise, et leurs employés des victimes subsidiaires, cela est certain.

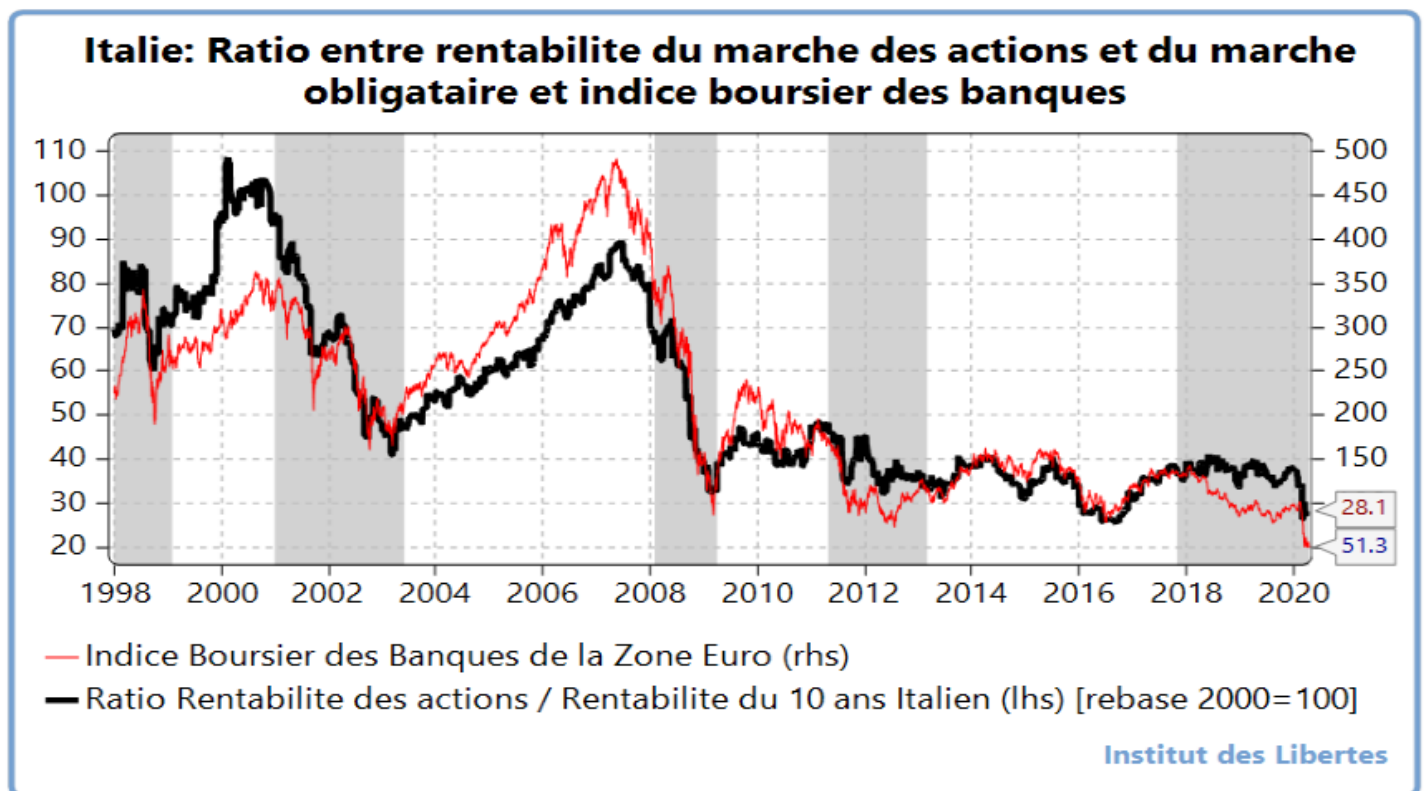
Venons-en aux concepts que les lecteurs connaissent bien.

- Qu'est qu'un (petit) entrepreneur ? C'est la personne qui médiatise le risque pour la société. Il a des coûts certains et des revenus complètement incertains. Si ses coûts sont inférieurs à ses revenus, la différence s'appelle le profit et l'Etat lui en prendra une partie et si c'est le contraire, cela s'appelle une perte, à laquelle l'Etat ne participera évidemment pas. Le ratio profit (ou perte) sur le capital engagé par l'entrepreneur s'appelle la rentabilité sur capital investi ou r
- Qu'est-ce qu'un rentier ? C'est quelqu'un qui ne veut prendre aucun risque, ni avec son épargne ni avec sa force de travail. Le rentier c'est donc celui qui achète une obligation de l'état français et/ou qui est fonctionnaire. Appelons sa rentabilité i , où i est égal au rendement sur les obligations d'Etat[1].
- Et bien entendu, il faut une troisième personne, le gros malin qui va voir les rentiers en leur disant : mettez votre argent chez moi, je vous donnerai i et qui se retourne pour prêter l'argent aux entrepreneurs en leur faisant payer r . Et avec la différence ($r-i$), il doit faire tourner sa boutique, compenser pour les entrepreneurs qui feront faillite et rémunérer le capital qu'il a mis en garantie.

Pour que ce système vieux comme le monde fonctionne, il faut bien sur que r soit plus grand que i , sinon et mon entrepreneur d'abord et mon banquier ensuite vont faire faillite.

En tant qu'observateur, comment puis-je savoir que $r > i$ ou pas ?

Facile, je regarde d'abord le cours des banques en bourse et ensuite, le rapport entra la valorisation des actions et celle des obligations d'état dans le pays. Ce ratio mesure en fait le ratio rentabilité du capital investi sur paiement au rentier. Dans une économie normale où $r > i$, ce ratio doit monter, dans une économie malade, il baisse, Voyons l'exemple de l'Italie dans les dernières décennies.

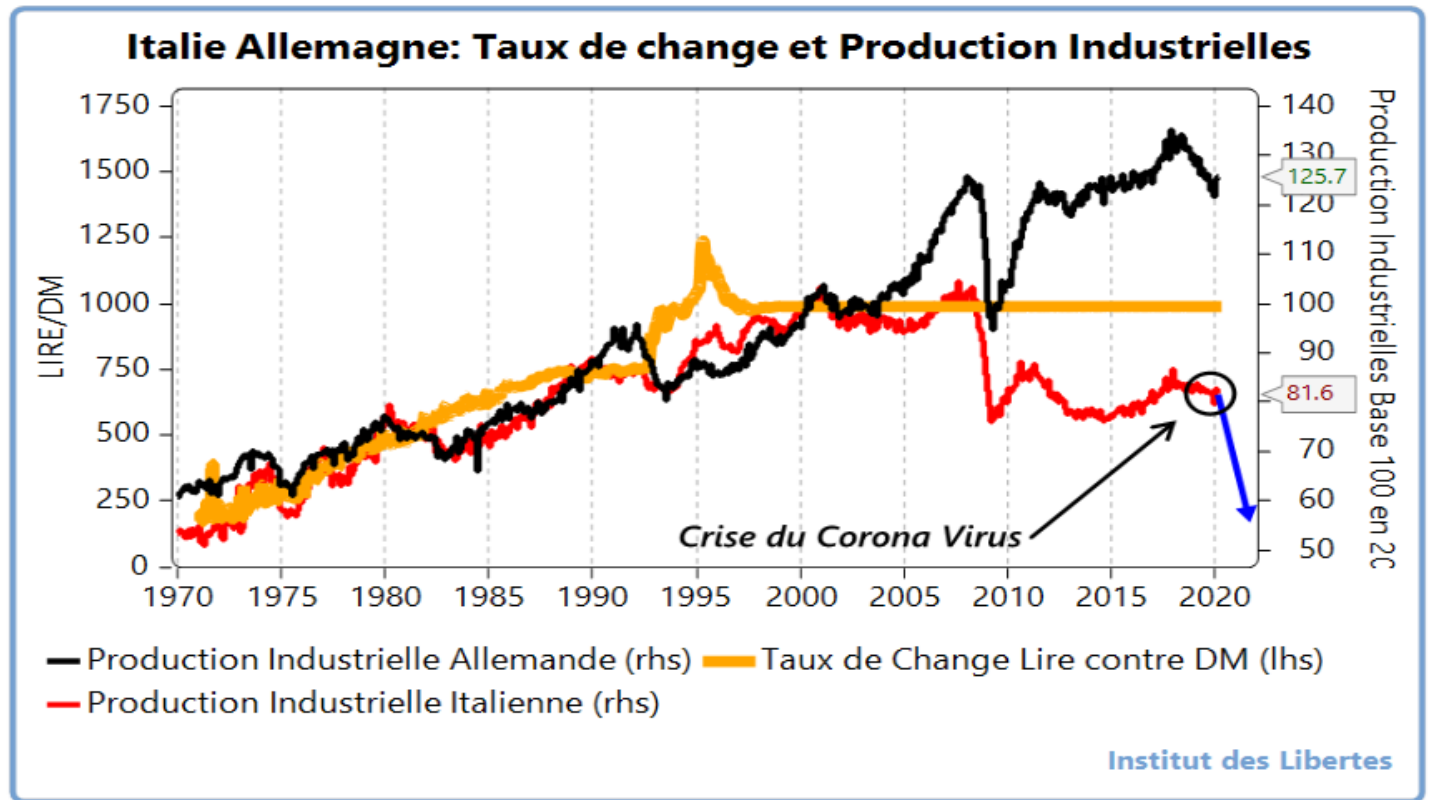


La ligne rouge est l'indice boursier des banques de la zone euro qui a perdu 85 % depuis l'an 2000, Quant au ratio actions/obligation qui n'est autre que le ratio r/i , depuis la même date (ligne noire), il a perdu 72 % depuis la même date.

Et donc je peux affirmer avec certitude qu'en Italie r a été inférieur à i depuis 20 ans au moins et que donc dans ce pays et pour cette période, le rentier a touché beaucoup plus que l'entrepreneur, ce qui est idiot.

La question suivante est bien sûr : mais comment est-ce possible ? Et la réponse est assez simple : depuis vingt ans dans la zone euro nous sommes gouvernés par des fous.

Que le lecteur veuille bien regarder le deuxième graphique.



La ligne rouge c'est la production industrielle Italienne et la ligne noire la production industrielle en Allemagne. De 1970 à 2000, les deux montent en parallèle. Certes, l'Allemagne est plus efficace mais l'Italie reste compétitive en dévaluant sa monnaie constamment vis-à-vis du DM (ligne jaune) qui passe de 250 liras/DM en 1970 à 1000 liras/DM en 2000... Les rentiers Italiens sont payés en Lire, tandis que les entrepreneurs le sont en fait en DM et bien sûr $r > i$ est la règle.

Arrive l'euro en 2000. Les rentiers Italiens sont payés en DM et les entrepreneurs doivent en supporter le coût ; r devient inférieur à i (rentabilité du capital inférieure au coût du capital), la bourse s'effondre et rien ne s'effondre plus que les banques.

Arrive la première crise de l'euro, les sociétés Italiennes ont bouffé leurs fonds propres, une grande partie dépose le bilan, l'indice de la production industrielle Italien passe de 100 à 75, tandis que son équivalent allemand monte lui de 100 à 120, les sociétés allemandes étant dopées par la disparition de leur concurrentes Italiennes.

Arrêtons-nous là.

Je n'ai utilisé aucun modèle, j'ai simplement montré en utilisant la logique la plus élémentaire que si dans un pays la rentabilité du capital était inférieure au coût du capital, l'économie et les banques s'effondraient

Puis, dans un deuxième temps j'ai montré que la cause première de cette situation était le blocage du taux de change entre la lire et le DM qui faisait que les entreprises italiennes avaient importé le coût du capital allemand ce qui avait amené le r Italien en dessous du i allemand.

Et donc la faillite de l'industrie Italienne est inéluctable.

Venons-en à la crise actuelle et à ses conséquences sur **r** et **i**.

- Le **r** Italien va se ratatiner à nouveau comme il l'avait fait en 2011-2012 et l'on va passer à 60 ou 65 sur l'indice de la production industrielle. Depuis le début de l'euro, l'Italie aura perdu 40 % de son industrie.
- Le poids de l'Etat Italien va exploser à la hausse, le déficit budgétaire avec, et la dette va monter à 150 % du PIB facilement.
- Logiquement **i** (les taux Italiens) devraient monter mais la BCE nous explique qu'elle empêchera cette hausse. Je ne sais pas pourquoi, mais je songe à cet empereur Perse faisant fouetter la mer parce qu'il avait perdu une bataille navale. Nous verrons.
- Mais même si **i** reste bas, je suis certain que **r** va rester inférieur à **i** (rentabilité du capital bien inférieure au coût du capital, même si ce dernier est à zéro) et donc cette crise va accélérer l'inéluctable faillite de l'Italie.

La seule et unique solution pour les Italiens est pour le **r** Italien de repasser **au-dessus** du **i** Italien et cela ne peut se faire que si les entrepreneurs Italiens peuvent aller rechercher les parts de marchés que les allemands leur ont piqué, ce qui passe par un transfert massif de richesse des rentiers Italiens aux entrepreneurs Italiens et des entrepreneurs allemands aux rentiers allemands.

Voilà qui ne peut se faire qu'aux prix d'une dévaluation massive de la lire vis-à-vis du DM c'est-à-dire de la fin de l'euro, cette machine à détruire l'Europe.

Et pour ceux qui se poseraient la question, à la place de faire la démonstration en utilisant l'Italie, j'aurais pu la faire avec la France ou l'Espagne, **elle eut été exactement la même.**

La principale conséquence de la crise du corona virus sera donc une bonne, une très bonne nouvelle : l'Euro va disparaître très bientôt et je pourrai enfin revenir investir dans ce merveilleux continent où tout a été inventé et où il fait si bon vivre.

A bas Bruxelles, Vive l'Europe de demain, celle des Libertés retrouvées.

NOTE :

[1] C'est ce que n'a pas compris Piketty, qui pense que $r > i$ veut dire que les riches deviennent plus riches et les pauvres plus pauvres, ce qui prouve que ce cher homme ne comprend rien à l'économie.

Changeons de sujet, et parlons de l'Arabie Saoudite.

Charles Gave 27 Avril, 2020

Depuis le 3 Mars de cette année, il s'est passé vraiment beaucoup de choses curieuses dans les marchés qui ont été passablement... agités.

Mais nulle part cette agitation s'a été aussi forte que sur le pétrole qui est passé de près de \$ 60/bb à la fin de l'année dernière (WTI) à...\$ -37 au moment de la liquidation des contrats à terme pour l'échéance d'avril, ce qui veut dire que toutes les cuves sont pleines et que personne n'a voulu être livré en « physique ». Que le lecteur s'imagine qu'il ait fait une double commande pour sa réserve de fuel pour l'hiver et que le choix soit de payer un fort dédit pour que le livreur le débarrasse du carburant en excès, ou que ce dernier ne lui verse tout dans son jardin et il comprendra pourquoi le pétrole est allé à -\$37 /bb.

Mais derrière cet effondrement, il y a quelque chose de beaucoup plus sérieux : Apparemment, Mohammed Ben Salmane (MBS), le jeune et beau « cadre dynamique » qui a pris le contrôle de l'Arabie Saoudite accompagné de l'émerveillement des media devant tant de compétence, a réussi à se mettre à dos en très peu de temps tous les autres pays de l'OPEP (ce qui n'a guère d'importance) mais aussi la Russie et les Etats-Unis, ce qui semble devoir raccourcir considérablement son espérance de vie.

Revenons en arrière, au début Mars 2020 : Réunion à Vienne des pays de l'OPEP visant à couper la production de pétrole de façon ordonnée pour compenser l'effondrement de la demande qui est passée en quelques semaines de 100 millions à 60 millions de barils/jour.

La réunion se passe plutôt mal et la Russie (qui ne fait pas partie de l'OPEP) refuse de participer aux coupes demandées par l'Arabie Saoudite.

Du coup le pétrole commence à s'effondrer.

Le premier drame se noue à ce moment-là.

Il semble, « d'après des sources bien informées », que MBS ait alors décroché son téléphone pour non seulement insulter Poutine, mais en plus lui poser un ultimatum, lui signifiant que s'il ne réduisait pas sa production comme « il » (MBS) le souhaitait, alors il allait faire s'effondrer le cours de l'or noir à des niveaux qui mettraient la Russie à genoux.

Je ne connais pas monsieur Poutine personnellement, mais ayant suivi son parcours depuis des années, je me suis toujours dit que ce n'était sans doute pas une bonne idée de l'insulter et encore moins de le menacer. Et depuis, monsieur Poutine ne parle plus qu'au vieux roi, dont tout le monde sait qu'il est gâteux, c'est-à-dire qu'il refuse de parler à qui que ce soit en Arabie Saoudite.

Mais ce bon MBS, que les doutes ne semblent pas effleurer, content de son succès contre Poutine, s'est dit qu'il allait ensuite montrer de quel bois il se chauffait aussi à monsieur Trump...

Et donc, il a fait venir je ne sais combien de supertankers pour envoyer, cette fois ci vers les USA entre 40 et cinquante millions de barils, le but cette fois étant de faire sauter l'industrie du pétrole de schiste au Texas en faisant s'effondrer les prix du pétrole aux USA, car chacun sait que cette industrie ne peut survivre que si le pétrole reste durablement au-dessus de \$ 50 baril.

Chacun sait aussi pourtant que le retour des USA à l'indépendance énergétique a été l'un des objectifs stratégiques majeurs de la politique américaine depuis que le Venezuela a mal tourné.

Et s'il y a une chose que moi, je sais, c'est bien que les USA n'aiment pas qu'on vienne les embêter sur le couple (dollar/pétrole) qu'ils ont toujours su gérer au mieux des intérêts de Wall-Street.

Et pourtant, ce bon MBS, à l'évidence, voulait se payer l'industrie pétrolière aux USA et préparait son coup depuis longtemps puisque cela prend du temps de louer une dizaine de supertankers et de les remplir.

Et donc, voir un galopin donner des coups de pied dans leur château de cartes a dû considérablement agacer beaucoup de gens qui n'ont pas l'habitude d'être bousculés.

Et enfin, cerise sur le gâteau, si monsieur Trump veut être réélu, il lui faut gagner le Texas et probablement la Pennsylvanie, ce qui sera difficile si le prix du pétrole reste à vingt dollars le baril.

Aller chercher des poux dans la tête à un Président US quand il cherche à se faire réélire est rarement une bonne idée et avec monsieur Trump, le résultat est quasiment garanti : MBS va ramasser un retour.

Mais comme toujours, il faut savoir reconnaître les mérites d'un opérateur exceptionnel quand il enregistre une grande réussite : pour l'Arabie Saoudite, réussir en quelques mois à se mettre à dos les USA et la Russie requiert des qualités tout à fait éminentes que ce bon MBS semblent avoir.

Car ce n'est pas là son premier coup d'éclat.

- C'est lui qui avait fait assassiner Kashoggi à l'ambassade Saoudienne en Turquie, lequel était non seulement le représentant d'une grande famille Saoudienne mais surtout un journaliste au Washington Post. Et les troupes de MBS se sont fait prendre la main dans le sac, ce qui fait désordre et avait « agacé » Ankara et monsieur Erdogan, qui lui n'a pas l'habitude de se faire prendre quand il fait assassiner quelqu'un.
- C'est encore lui qui a déclenché la guerre au Yémen, où non seulement les troupes Saoudiennes prennent racine sur racine alors même que leurs adversaires n'ont presque pas d'armes mais qui en plus coûte vraiment très, très cher aux saoudiens.
- C'est toujours lui qui a enfermé ses frères, cousins, oncles et neveux au Ritz Carlton local où on leur a expliqué gentiment qu'ils devaient signer des chèques à MBS s'ils voulaient sortir, et la rumeur dit que les sommes ainsi recueillies auraient été largement supérieures à 200 milliards de dollars. J'ose à peine suggérer que cette idée me paraît excellente et qu'elle devrait être utilisée par monsieur Lemaire qui a certainement des informations privilégiées sur les personnes qu'il devrait inviter au Ritz Carlton à Paris (Je ne sais pas s'il y en a un à Paris, mais d'autres hôtels sont disponibles, surtout en ce moment).
- C'est enfin lui qui a essayé d'introduire en bourse la mythique Aramco (qui a le monopole de la production pétrolière en Arabie), dont pas un gérant sérieux n'a voulu, ce qui l'a forcé à remettre à contribution ses frères, cousins, etc..(voir plus haut) qui ne comprenaient pas pourquoi ils devaient acheter quelque chose qui leur appartenait déjà, ce qui força ce pauvre garçon à leur fournir une fois encore des explications dont on dit qu'elles furent à nouveau « musclées ».

Et bien sûr, après tous ces succès, la situation financière en Arabie Saoudite est cataclysmique, puisque le pays ne produit rien si ce n'est du pétrole, dont le prix vient de s'écrouler, que personne n'y travaille, que les diplômés le sont en majeure partie en théologie musulmane tandis que tout le vrai travail est fait par des immigrés pakistanais, palestiniens ou philippins, tous ont la limite de l'esclavage et à qui souvent l'on a retiré leurs passeports.

Du coup, la somme des déficits budgétaires et extérieurs pourrait dans les années qui viennent être proche de 30 % du PIB, ce qui est beaucoup quand l'on sait que les spécialistes du FMI retiennent en général leurs billets d'avion pour se rendre à la banque centrale locale quand ces deux déficits ensemble dépassent 10 % du PIB pour un pays.

Et voilà qui pourrait remettre en cause, en plus, le taux de change fixe entre la monnaie saoudienne et le dollar.

Bref, devant l'immensité de ses succès tant intérieurs qu'extérieurs, la popularité de MBS est au plus haut en Arabie Saoudite, aux USA, en Turquie, en Russie, au Moyen-Orient et peut sans doute se comparer à celle de notre Président chez les Gilets Jaunes.

En comparaison de l'Arabie Saoudite, l'Argentine apparaît comme une valeur sûre.

Je ne suis pas devin, mais il me semble que la carrière politique de MBS risque d'être écourtée par un malheureux accident d'avion ou d'hélicoptère. (Très peu sûrs les hélicoptères. Si j'étais lui je ferais attention, le dromadaire est quand même moins dangereux).

Où alors, il va y avoir un coup d'état en Arabie Saoudite, mais c'est là que les choses se compliquent. Car, qui dit coup d'état dit en général présence des forces armées qui, de par leurs fonctions sont...armées. Et les exemples sont nombreux dans l'histoire, surtout au Moyen-Orient, où un coup d'état préparé par des civils voient souvent arriver en fin de parcours des militaires.

Et comme la dynastie des Saoud est très peu populaire, ne s'accrochant au pouvoir que par des accords de tribu à tribu lourdement monnayés (grâce au pétrole), voilà qui va devenir difficile si l'argent cesse de couler à flots.

Du coup, je connais pas mal de yachts saoudiens qui, à la place de s'ancrer à Saint-Tropez ou à Marbella cet été, vont sans doute rester au large des côtes, à portée d'hélicoptères... au cas où il faudrait partir vite.

Revenons à notre coup d'état qui risque de créer plus de problèmes qu'il n'offrira de solutions.

- Il s'agit d'un pays ou une forme particulièrement fanatique de la religion musulmane domine (le Wahabisme) et l'on se souvient que presque tous les participants des attentats sur les tours jumelles du 11 Septembre étaient Saoudiens. Est donc légitime dans ce pays celui qui tient les Lieux Saints (la Mecque) et des non-musulmans ne peuvent y entrer, ce qui veut dire que des troupes étrangères (US ?) ne pourraient aider un dirigeant à conquérir ou à garder le pouvoir, si des rebelles prennent d'abord le contrôle de la Mecque...et c'est là que les militaires locaux risquent de s'imposer.
- Les Sunnites dominent le pays, mais le Shiisme est prépondérant sur la côte Est, où se trouve les principaux gisements de pétrole et les populations locales y sont très mal traitées puisque le Shiisme est depuis la mort du prophète le principal ennemi des Sunnites. En cas de tentative de coup d'état, des révoltes pourraient éclater dans ces populations qui ne sont pas toutes « arabes », mais plutôt Farsi, historiquement reliées à la Perse (l'Iran). Un éclatement du pays serait tout à fait envisageable.
- Et c'est là qu'il faut parler de Bahreïn, dont le sultan est Sunnite, mais dont la population est très majoritairement Shiite. Une révolte populaire et « démocratique » dans cet émirat serait tout à fait envisageable, or c'est à Bahreïn, juste en face de l'Iran qu'est située la grande base navale américaine qui contrôle le détroit d'Ormuz. On voit très bien l'intérêt pour les Iraniens et/ou les Russes de susciter quelques troubles dans l'espoir que le nouveau gouvernement demande le départ des forces américaines. Si la cote est tombait avec Bahreïn, voilà qui créerait le grand arc Shiite, le rêve de toujours des Iraniens, qui relierait le golfe persique à la Méditerranée en passant par l'Irak et le territoire des Alaouites en Syrie.
- Compte tenu de toutes ces incertitudes, je ne suis pas sûr que les Etats-Unis aient intérêt à se débarrasser de MBS en ce moment, mais les Russes, les Iraniens et bon nombre des membres de la famille Saoud sans aucun doute.

Conclusion.

Je passe mon temps à écrire que l'ordre mondial qui a prévalu depuis 1945 est en train de s'effondrer et l'impression diffuse que je ressens est que cet effondrement va en s'accéléralant.

Et l'un des piliers de cet ordre a été l'alliance indéfectible et quelque peu incompréhensible entre les USA et les Saoud, la dynastie établie par Ibn Saoud, et cette alliance avait été scellée sur un bateau de guerre américain pendant la seconde guerre mondiale entre Roosevelt et Ibn Saoud lui-même.

Les actions irréflechies de ce gamin mal élevé qu'est MBS risquent de mettre en cause le « désordre établi » qui règne depuis soixante-dix ans au Moyen-Orient.

Je ne pense pas que prendre le risque d'une crise majeure au Moyen-Orient soit bien nécessaire en ce moment, mais je suis sûr, tout à fait sûr, que ce que je pense n'a aucune importance.

Auquel cas, le pétrole ne resterait pas longtemps très bon marché.

Ce qui ne nous aiderait vraiment pas.



FED : le grand Reset a commencé !

rédigé par [Philippe Béchade](#) 30 avril 2020



La séance du 29 avril est probablement historique : elle marque un tournant majeur dans l’histoire de la finance.

Les manuels d’économie classiques peuvent être jetés dans des bennes à ordures afin d’être broyés par les spécialistes du recyclage de papier.

Des centaines de milliers de pages de littérature sur Internet concernant le fonctionnement des marchés, les mécanismes de fixation des prix, les caractéristiques d’un actif digne d’être détenu à moyen ou long terme ne valent plus la peine que vous y jetiez un oeil plus de 30 secondes : juste le temps de lire le titre et les sous-titres, si cela parle d’investissement et de marchés, vous pouvez passer à la page des sports.

Ah mince... il n’y a plus de page des sports, parce qu’il n’y plus d’événements sportifs à commenter.

Bon, soyez patients, d’ici l’automne, quelques championnats reprendront, avec les quelques clubs qui n’auront pas fait faillite.

Revenons-en à cette séance du 29 : elle nous oblige donc à redéfinir ce qu’est un “marché” puisqu’il n’existe plus qu’un seul acteur, omniprésent, omnipotent -le banquier central- qui vient de dynamiter le dernier minuscule espace où le monde réel et virtuel interagissaient -certes marginalement- afin que s’opère la “formation d’un prix” cohérent avec les perspectives de croissance et de revenus futurs.

La [FED](#) vient de conformer ce que les initiés pressentaient depuis lundi : elle va prendre en charge la fixation de la valeur pour toutes les classes d’actifs, soit en achetant des bons du Trésor et des émissions obligataires “corporate”, soit en fournissant de manière illimitée des liquidités aux banques qui financent les entreprises cotées.

Les autres, les petites, celles qui donnent du travail aux étudiants, aux artisans, aux indépendants, feront faillite par centaines de milliers au cours des prochains mois... mais Wall Street s'en fiche: ni BlackRock, ni Vanguard, ni les fonds de retraite, ni les fonds souverains n'en sont actionnaires.

Pour les banques, pas de souci, il suffira de présenter l'ardoise au Trésor pour se faire rembourser, et ce dernier demandera à la banque centrale d'émettre autant d'unités monétaires que nécessaire pour combler ce passif.

La FED soutiendra Wall Street, “jusqu'à ce que l'économie soit sortie de la crise” : nous voici donc définitivement rassurés puisque son soutien forcené d'un système qui maintient en survie artificielle les “zombies” et socialise les pertes n'a jamais cessé depuis septembre 2008.

Le [Nasdaq](#) a gagné jusqu'à 4% mercredi soir et culminé à 8 950 points : il se paye aussi cher que le 31 décembre 2019 (à l'ouverture) et le [Nasdaq100](#) affiche maintenant +2,6% sur l'année 2020, qui s'ajoutent aux +38% pris durant les 12 mois précédents.

Il affichait déjà il y a 4 mois un PER stratosphérique de 36... et maintenant que les bénéfices sont attendus en repli de 25% en moyenne pour 2020 et que les entreprises n'ont plus aucune visibilité pour 2021, le multiple de capitalisation passe la barre des 40.

Ce n'est apparemment qu'une étape sur la route des 50, c'est à dire 2 fois la norme au sommet de la précédente bulle en 2007 : mais puisque la FED affirme que les taux vont rester à zéro “aussi longtemps que nécessaire” - c'est à dire éternellement- même un PER de 100 procurera un meilleur rendement qu'un T-Bond ou une obligation hypothécaire à 30 ans.

Wall Street portée par le Remdesivir et par Tesla

Cette séance fut également historique par le niveau d'intox destinée à masquer une manipulation de cours d'une ampleur inégalée depuis que les QE existent.

Les marchés “payent” une info (ou infox ?) publiée -par un fascinant hasard- à 14H30 (au moment même de l'annonce d'un PIB en chute libre de -4,8%) par le laboratoire Gilead qui fait état de résultats “encourageants” pour le Remdesivir dans le traitement du Covid-19, après administration en intraveineuse, en milieu hospitalier sur un échantillon de patients durant 5 jours

L'étude précise qu'une amélioration ne serait constatée que dans 60% des cas par rapport à des patients non traités, un résultat qualifié de “probant” par Anthony Fauci, le conseiller de Donald Trump pour les questions médicales alors que plusieurs précédentes études, dont une toute récente réalisée en Chine avait conclu à l'absence de résultat du Remdesivir administré durant 10 jours à des patients (zéro résultat également sur le VIH, pour lequel il avait été développé initialement).

Mais admettons, comme l'affirme le Dr Fauci, que la piste mérite d'être creusée et qu'une autorisation “anticipée” doit être délivrée, ce médicament à l'usage terriblement coûteux (800\$) n'est utile que dans les 5% des cas de patients atteints de surinfection et n'a donc aucune vertu préventive ni curative sur 95% des formes mineures du Covid-19 qui justifient cependant des mesures de quarantaine.

Autrement dit, il n'empêche pas la contamination, il ne neutralise pas le virus chez les porteurs sains, il ne soigne pas le patient durant la période de prolifération dans l'organisme, il ne rentre en jeu que lors de l'apparition des symptômes de détresse respiratoire (lorsque la “charge virale” retombe).

Je le répète : le Remdesivir n'a aucun effet sur la contagion, ne change rien aux mesures de protection et de confinement, ne permet de lever aucun des interdicts (déplacements en transports en commun, voyages, travail en open-space) qui s'imposent à près de 4 milliards d'habitants de la planète.

Non, le Remdesivir ne change rien, strictement rien aux causes de l'effondrement économique actuel... et nous prions bien sûr pour qu'il évite effectivement le décès de 60% -chiffre indiqué par Gilead- des quelques milliers de patients atteints de complications pulmonaires sévères (et si cela peut fonctionner sur d'autres pneumo-pathologies, alors tant mieux, parce que sur le VIH, c'est zéro).

Mais pour les "faiseurs d'opinion", l'information valait +3,5 à +4% de hausse alors que lors de divulgation du protocole Plaquenil + antibio + zinc, censé avoir un effet préventif, Wall Street n'avait rien "payé" du tout !

Pour résumer, si une piste de traitement concerne 95% de la population, Wall Street ne mise pas un dollar dessus, si ça soigne 5% des victimes du Covid-19 -mais les preuves scientifiques sont encore très fragiles- alors là, la Bourse explose à la hausse !

Et pour finir en beauté cette journée où n'importe quelle imbécillité plonge les marchés dans une douce félicité, [Tesla](#) annonçait après la clôture un bénéfice de 1,24\$ par titre -contre 0,36\$ attendu- alors que la firme perd de l'argent à chaque véhicule vendu et a vu ses ventes s'effondrer fin mars.

Et Wall Street payait ce miracle +10% (Tesla atteignait 875\$ en transactions hors séance), car personne ne s'étonne qu'une entreprise qui vend à perte fasse des bénéfices.

Par quel tour de passe-passe comptable et fiscal Tesla affiche des profits, personne ne s'en soucie !

Et si les ventes s'effondrent, quels seront les profits futurs alors que ses concurrents qui eux étaient rentables avant la crise sont déjà à l'agonie ?

Cela semble encore plus idiot de le demander !

Et pour illustrer la perte de contact avec le réel du marché, cette petite illustration pour terminer (petit rectificatif : la capitalisation est désormais de 162,3 Mds\$, juste 10% de mieux que le 28 avril.



Entre le PIB américain catastrophique et la nouvelle de Gilead (infox ?), ce marché est un traquenard

rédigé par [Philippe Béchade](#) 29 avril 2020



Cette fois-ci, il n'est plus guère permis de douter que la Bourse est devenu un jeu vidéo, totalement dé-corrélé du réel puisque le [Dow Jones](#) s'envole de +1,9% vers 24.550 après la publication du PIB américain qui ressort en chute de 4,8% en rythme annuel au premier trimestre 2020, déjouant une anticipation de -3,7% en moyenne.

Ceci entérine une chute de près de -7% par rapport au taux de 2,1% du trimestre précédent, avec des évolutions négatives de toutes les composantes, sauf peut-être de l'inflation qui reste quasi stable à +1,3% au premier trimestre, contre 1,4% au quatrième trimestre 2019.

Et hors alimentation et énergie, ce taux grimpe de +1,3% à +1,8% d'un trimestre sur l'autre.

Et comme il faut faire passer la pilule d'une hausse surréaliste de +5% à 6% à Paris et Francfort depuis lundi, les "faiseurs d'opinion" matraquent à satiété depuis 14H30 la nouvelle (infox ?) de résultats "encourageants" pour le Remdesivir de Gilead dans le traitement du Covid-19, une semaine après qu'une étude chinoise ait démontré l'absence de résultat.

Et cette news émanant de Gilead est tombée en même temps que le PIB, quel merveilleux hasard !

Non, ce marché est un traquenard organisé.

De surcroît, le médicament n'est utile que dans les cas de surinfection (donc aucune vertu préventive ni sur 95% des cas dits bénins, contrairement au Plaquenil, qui reste controversé) et présente de nombreux effets secondaires indésirables (considérablement plus néfastes que le Plaquenil)

Comment peut-on nous faire avaler que les indices boursiers prendraient +1,5% à +2% sur une annonce aussi sujette à caution, de la part d'un labo qui s'auto-félicite de résultats improuvables ?

Le DAX30 s'envole en dépit de chiffres moroses de l'industrie allemande



Avec un gain de +2,3% ce mercredi, le DAX30 s'envole de +6,5% en 3 séances, de près de 700 points en ligne droite (le fameux "algo funiculaire"), une performance absolument surréaliste vu les **dernières données industrielles allemandes.**

Seule l'inflation "tient" (ne s'effondre pas) avec un repli de 1,3% vers 0,8% en mars... une merveilleuse consolation qui mérite bien 2,3% de hausse.

A 11.040 points, le DAX30 a désormais retracé 50% de son repli entre 13.800 et 8.260.

Il se retrouve au même niveau que l'ex-plancher de la mi-août 2019... quand le chômage était à 5% et la croissance anticipée à +1%/+1,1% en 2020 et 2021: les révisions à +0,5% ne sont survenues qu'au 4ème trimestre.

Cap vers l'explosion du bilan des banques centrales

rédigé par [Bruno Bertez](#) 30 avril 2020

La politique monétaire ultra-souple explique l'envolée des cours boursiers... mais elle ne la justifie pas. Des mécanismes complexes sont en jeu et si on a des difficultés à les déchiffrer c'est parce qu'ils sont décalés dans le temps ; les causes et effets sont étalés sur plusieurs années.



Je vois de plus en plus souvent, en ce moment, affirmer que la politique monétaire justifie les valorisations élevées des Bourses.

La politique monétaire explique les valorisations élevées des Bourses, mais elle ne les justifie pas.

La valeur d'une action est la somme actualisée de tous les flux d'argent que la société aura versés à l'actionnaire... et ceci est indépendant des conditions monétaires et de la volonté de Jerome Powell à la Fed.

Si le taux d'actualisation/taux d'intérêt est bas, c'est parce que l'on s'attend à ce que la croissance économique et celle de la série des *cash-flows* à venir soient faibles, plus faibles que la croissance historique – et on démontre que ceci ne justifie aucune prime de valorisation par rapport au passé.

Au contraire.

N'oubliez pas, nous sommes en croissance séculaire durablement ralentie, c'est pour cela que les taux réels sont nuls.

La spéculation s'enrichit

Dire que les actions sont à leur prix, ce n'est rien d'autre que dire que les actions sont à leur prix... pour rapporter en réel, à ceux qui les auront conservées, zéro, comme les fonds d'Etat !

Mais entre-temps, la spéculation s'enrichit.

Dans un monde qui ne s'enrichit pas réellement, la valeur des actifs financiers ne peut progresser que si la part du capital augmente et si celle des salariés diminue.

Mais pour que la machine économique tourne, à moins de ne fabriquer que des biens d'équipement, il faut que les salariés aient un pouvoir d'achat suffisant. Autrement dit, la part des salariés baissant, il faut qu'ils s'endettent plus.

L'argument de ceux qui disent que les valorisations élevées se justifient par les marges plus élevées équivaut à dire qu'il faut sans cesse augmenter le ratio dettes/PIB.

Ce qui veut dire – présenté autrement – que dans un monde qui ne s'enrichit pas, pour que les actifs financiers puissent continuer à se valoriser, il faut impérativement produire toujours plus de dettes.

Il faut produire plus de dettes pour faire tourner la machine économique à crédit mais aussi pour fournir du pouvoir d'achat à ceux qui vont acheter les titres boursiers et les faire monter.

Multiplication et rapprochement des crises

La limite au processus est bien entendu celle que l'on pressent au fur et à mesure que les ratios de dettes explosent : l'excès de dettes, l'insolvabilité, la fragilité, l'instabilité.

C'est exactement tout ce que l'on voit depuis 40 ans et qui explique la multiplication et le rapprochement des crises. C'est ce qui explique aussi la crise en cours.

Les hausses boursières en période de stagnation ou de régression comme maintenant intègrent la production – et en même temps la tendance à la destruction future des dettes qui ont servi à les alimenter.

C'est une vérité d'évidence que beaucoup négligent quand ils déclarent : « Dorénavant ce ne sera plus jamais comme avant. »

Proclamer que ce ne sera plus jamais comme avant équivaut à dire que toujours on pourra augmenter la production de dettes... bref, que le crédit n'a aucune limite, même plus celle de la solvabilité.

Il suffit de réfléchir pour voir, considérant l'expérience en cours, le lien avec la taille du bilan de la banque centrale. Dire qu'il n'y a plus de limite au crédit et à l'accumulation de dettes est la même chose que dire qu'il n'y a aucun plafond à la taille du bilan de l'institut d'émission.

C'est le bilan de la banque centrale qui soutient la pyramide de dettes et la « garantit ».

En fait, c'est ce que l'on dit – tout en ne le disant pas – quand on prétend que les problèmes de solvabilité peuvent être traités par des injections de liquidités.

Exposé, explosé

La théorie moderne qui réduit les questions de solvabilité à des questions de liquidité admet sans le dire que le bilan de la banque centrale doit toujours être exposé... et finalement être explosé.

En fait, j'essaie de vous faire toucher du doigt un phénomène très peu perçu : il y a un rapport étroit entre la hausse des Bourses, la production de toujours plus de dettes et la nécessité de toujours gonfler la taille du bilan de la banque centrale.

C'est un système. Les trois éléments s'emboîtent.

Ce système c'est :

Hausse de la Bourse = hausse des dettes = hausse de la taille du bilan de la banque centrale.

Qu'est-ce que cela veut dire si on regarde cela de Sirius ? Cela veut dire que la hausse des Bourses est monétisée !

Monétisée de façon subreptice car décalée dans le temps et indirecte.

L'arrêt de la monétisation ne peut que provoquer la fin de la hausse : c'est ce que l'on a vu en 2017 et 2018.

Compte tenu de la fragilité systémique et aussi certainement compte tenu des rapports de force sociaux... cela implique une nouvelle vague de monétisation.

Ce que je veux faire comprendre ici, c'est que non seulement la hausse des Bourses est monétisée mais qu'en bout de course, elle oblige à détruire la monnaie.

La hausse des Bourses oblige aux dettes, lesquelles obligent aux sauvetages, lesquels obligent à la destruction de la monnaie. Le décalage dans le temps et les discours de la propagande masquent la réalité du phénomène.

Ce que j'explique est encore plus vrai alors que l'épidémie de Covid-19 fait des ravages et détruit nos systèmes économiques en profondeur.

Les Bourses montent parce que les dettes augmentent. Il faudra cependant qu'elles augmentent encore pour continuer la hausse... et qu'elles augmentent encore plus pour empêcher les dettes de se dévaloriser ; *in fine*, il faudra exploser le bilan des banques centrales.

Caressez un cercle, il devient vicieux.